

Les groupes armés salafi-djihadistes et la (dés)escalade des conflits

Le cas d'Ansar Dine au Mali

Tim Jan Roetman, Marie Migeon,
Véronique Dudouet

Étude de cas

Résumé

Lorsqu'en 2012, le conflit violent éclate au Mali, le groupe armé salafi-djihadiste (GASD) Ansar Dine devient rapidement l'un de ses principaux protagonistes. Son chef Iyad Ag Ghaly a conservé un rôle de premier plan au sein de l'entité *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn* (groupe de soutien à l'Islam et aux Musulmans, JNIM) formée en mars 2017. Cette étude de cas analyse trois tournants stratégiques opérés par Ansar Dine (puis par le JNIM), et souligne une évolution non linéaire vers une escalade progressive du conflit, tant au niveau de l'expansion géographique qu'au niveau de l'intensité de la violence. L'étude explore les dynamiques organisationnels et idéologiques qui ont contribué à ce changement de comportement tels que les rapports de pouvoir à l'intérieur du groupe, ainsi que le rôle de facteurs externes qui ont influencé les choix stratégiques d'Ansar Dine. L'étude conclut en explorant les possibles scénarios futurs de désamorçage du conflit. D'une part, la neutralisation du groupe semble être un scénario lointain étant donné que les forces maliennes et internationales n'ont pas réussi à vaincre les GASD depuis 2013. D'autre part, un scénario d'adaptation stratégique conduisant Ansar Dine à chercher le dialogue et la négociation est jugé peu probable à court terme, mais est également décrit comme la seule voie efficace vers une transformation pacifique du conflit. Réalisé dans le cadre du projet de recherche « groupes armés salafi-djihadistes - Trajectoires de (dés)escalade et options de dialogue », ce rapport doit être lu en complément d'une deuxième étude examinant les expériences passées et les perspectives de dialogue et de négociation avec les GASD au Mali (Bouhlel 2020).

À propos de ce rapport

Ce rapport a été rédigé dans le cadre du projet de recherche "*Salafi-Jihadi Armed Groups - (De-)Escalation Trajectories and Dialogue Options*" mené par la Berghof Foundation de novembre 2017 à août 2019. Des études de cas ont été menées sur les groupes armés salafi-djihadistes (GASD) au Mali, en Somalie et en Syrie. Ce rapport présente les conclusions sur la trajectoire de (dés)escalade du conflit par Ansar Dine au Mali, tandis qu'une deuxième étude sur le cas du Mali examine les expériences passées et les perspectives de dialogue et de négociation avec les GASD au Mali (Bouhlef 2020).

À propos des auteurs

Tim Jan Roetman est chargé de projet pour le programme de Recherche sur la Transformation des Conflits (CTR) de la Berghof Foundation. Actuellement, Tim Jan travaille sur un projet de soutien aux femmes membres de groupes armés non étatiques dans les négociations de paix et le leadership d'après-guerre. Il a également travaillé sur le projet "*Opportunities for Preventing Violent Extremism through Intra-Regional and Cross-Regional Exchange in the Western Balkans*". Tim Jan a une expérience antérieure dans la réalisation de projets de développement sur l'éducation et la réconciliation en France et dans les Balkans. Il est titulaire d'un master en Conflits et développement de Sciences Po Lille, France.

Marie Migeon a travaillé comme stagiaire au sein du programme CTR de la Berghof Foundation de janvier à juillet 2019. Elle a participé aux projets "*Opportunities for Preventing Violent Extremism through Intra-Regional and Cross-Regional Exchange in the Western Balkans*" et "*Salafi-Jihadi Armed Groups - (De-)Escalation Trajectories and Dialogue Options*". Elle a travaillé auparavant pour l'Agence fédérale allemande de lutte contre la discrimination. Elle est titulaire d'une licence en sciences politiques et d'un master franco-allemand en Gouvernance internationale et européenne/Conflits et développement à Sciences Po Lille et à l'université de Münster.

Véronique Dudouet est la directrice du programme CTR à la Berghof Foundation. Elle coordonne divers projets de recherche collaboratifs sur le rôle des groupes armés non étatiques, des mouvements sociaux et des acteurs internationaux dans les processus de transformation des conflits. Elle mène également des missions de consultance pour diverses organisations non-gouvernementales, étatiques et internationales. Dans ce contexte, elle a dirigé trois publications sur le dialogue national et les médiateurs locaux au Mali, et a coordonné divers séminaires de formation et de recherche avec des acteurs maliens. Elle a publié deux ouvrages et de nombreux articles dans les domaines de la transformation des conflits et de la résistance non violente. Elle est titulaire d'une maîtrise et d'un doctorat en résolution de conflits de l'Université de Bradford, au Royaume-Uni.

Remerciements

Cette étude n'aurait pas été possible sans les contributions importantes et le soutien global de nos collègues de la Berghof Foundation, Karin Göldner-Ebenthal et Evelyn Pauls, qui ont fourni des informations en retour, des conseils et des encouragements indispensables. Nous tenons également à remercier tous les partenaires interviewés pour leur temps et leur aide, ainsi que les membres de notre conseil scientifique. Nous remercions tout particulièrement Yvan Guichaoua, qui nous a fourni de précieux conseils, des commentaires et sa connaissance approfondie du Mali et des derniers développements des GASD dans la région du Sahel.

Le projet a été rendu possible grâce au financement de la Deutsche Stiftung Friedensforschung.



© 2019 Berghof Foundation Operations GmbH. Tous droits réservés.

Pour citer ce document : Tim Jan Roetman, Marie Migeon & Véronique Dudouet 2019. Les groupes armés salafi-djihadistes et la (dés)escalade des conflits : Le cas d'Ansar Dine au Mali. Rapport d'étude de cas. Berlin : Fondation Berghof.

Disponible également en ligne : Décembre 2019

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues et les opinions de la Berghof Foundation ou de ses partenaires.

Berghof Foundation

www.berghof-foundation.org
order@berghof-foundation.org
Twitter: @BerghofFnd
Facebook: BerghofFoundation

Table des matières

1. Introduction.....	5
2. Conflit et acteurs clés.....	6
2.1 Contexte du conflit au Mali	6
2.2 Les acteurs clés du conflit.....	8
3. Qui est Ansar Dine ? Trajectoires et dynamiques internes.....	12
3.1 Dynamiques organisationnelles.....	13
3.2 Dynamiques idéologiques.....	16
3.3 Dynamiques comportementales.....	21
4. Principaux tournants stratégiques et moteurs de changements.....	25
4.1 Tournant stratégique 1 : (dés)escalade autour des négociations de Ouagadougou	26
4.2 Tournant stratégique 2 : Une cessation trompeuse des hostilités ?	28
4.3 Tournant stratégique 3 : la création de la JNIM, un changement d'orientation majeur....	30
5. Possibles scénarios futurs de désescalade.....	32
5.1 Neutralisation	33
5.2 Adaptation	34
6. Conclusion.....	36
7. Références.....	38
8. Annexe 1 : Carte du Mali.....	44
9. Annexe 2 : Portrait d'Iyad Ag Ghaly, fondateur d'Ansar Dine et dirigeant du JNIM	45

Liste des abréviations

AFISMA	Mission internationale de soutien au Mali dirigée par l'Afrique
AQMI	al-Qaeda au Maghreb Islamique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
CM-FPR	Coordination des Mouvements et Front Patriotique de Résistance
CSA	Comité de Suivi de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali
EIGS	L'Etat Islamique au Grand Sahara
FLM	Front de Libération de la Macina (Katiba Macina)
GASD	groupe armé salafi-djihadiste
GATIA	groupe Autodéfense Touareg Imghad et Alliés
GIA	groupe Islamique armé (Algérie)
GSPC	groupe salafiste pour la Prédication et le Combat
HCUA	Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad
IBK	Ibrahim Boubacar Keïta, Président du Mali depuis 2013
JNIM/GSIM	<i>Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn</i> / Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans
MAA	Mouvement Arabe de l'Azawad
MIA	Mouvement Islamique de l'Azawad
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest

1. Introduction

Ces dernières années, le Mali a été sous les feux des projecteurs internationaux en raison de sa longue crise interne, de la régionalisation récente des menaces extrémistes violentes et des tentatives infructueuses de la France et d'autres acteurs internationaux et régionaux pour stabiliser le pays. Les groupes armés salafi-djihadistes (GASD) sont plus fortement présents dans le pays depuis 2012. Si le contre-terrorisme et l'intervention militaire n'ont pas réussi à éliminer ou même à contenir cette menace, les options de 'soft power' telles que le dialogue et la négociation n'ont pas encore acquis une crédibilité suffisante pour résoudre cette longue crise.

En 2015, l'accord de paix signé à Alger entre le gouvernement du Mali et deux coalitions de groupes armés – qui ne comprenaient pas de groupes islamistes – a fait naître l'espoir de transformer le conflit et d'avancer sur la voie de la coexistence pacifique en répondant aux préoccupations sociales, politiques, économiques et sécuritaires de la population malienne. Cependant, la sécurisation de la région, c'est-à-dire le déploiement de troupes internationales et surtout françaises dans le nord du Mali, n'a pas garanti la stabilité à long terme, et la paix ne semble pas se profiler à l'horizon. Alors que les groupes armés séparatistes du nord du Mali sont lentement accueillis et intégrés dans l'architecture politique par la mise en œuvre (chaotique) de l'Accord d'Alger, l'obstacle actuel et le plus grand défi sécuritaire pour les autorités sont les mouvements salafi-djihadistes qui sont toujours actifs au Mali. Ils ont étendu leur couverture géographique en activant de nouvelles cellules de combattants dans le centre du Mali, et ont régionalisé leurs opérations avec de nouvelles cellules menant des attaques régulières dans les pays voisins (principalement au Burkina Faso et au Niger). Dans ce contexte, un certain nombre d'hommes politiques, de chefs religieux et de groupes de la société civile maliens ont proposé de dialoguer avec certains djihadistes, en particulier ceux qui sont perçus comme des "fils de la nation". La Conférence d'entente nationale mandatée par l'Accord d'Alger et tenue en 2017 a également recommandé l'ouverture d'un dialogue avec les groupes armés non-signataires. La figure la plus importante des GASD, le leader touareg Iyad Ag Ghaly¹, fait l'objet d'une attention particulière, et de nombreux experts, praticiens et personnalités politiques semblent s'accorder à dire qu'il ne peut y avoir de paix durable sans son implication active ou tacite (Collectif de chercheurs 2018 ; Conférence d'Entente Nationale 2017). Ce rapport se concentre donc sur le groupe armé salafi-djihadiste Ansar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghaly, et sur sa transformation et son évolution en une nouvelle alliance, le groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (JNIM), également dirigé par Ag Ghaly.

Cette étude est l'une des trois études de cas produites dans le cadre d'un projet de recherche mené par la Berghof Foundation sur la dynamique de (dés)escalade des mouvements armés salafi-djihadistes, et sur le rôle et les possibilités d'engager un dialogue avec ces acteurs afin de réduire la violence ou, à terme, de parvenir à un règlement négocié du conflit. Sur la base du cas d'Ansar Dine, le rapport cherche à analyser l'évolution historique du groupe depuis sa création et les facteurs contribuant à ses changements stratégiques, avec un accent particulier sur les épisodes (limités) de désescalade, ou les occasions manquées d'inciter le groupe à désamorcer la violence et à opter pour un règlement négocié. Après un bref aperçu du conflit et de ses principaux acteurs (section 2), le rapport analyse la dynamique organisationnelle, idéologique et comportementale d'Ansar Dine (section 3). Cela nous permettra ensuite d'identifier et d'examiner les principaux tournants et facteurs qui expliquent les changements stratégiques au sein de l'organisation (section 4). Enfin, nous proposerons des scénarios futurs possibles de

¹ Un portrait de Iyad Ag Ghaly se trouve à l'annexe 2.

désescalade et des possibilités de dialogue futur entre les acteurs maliens et internationaux et les GASD pour progresser vers la paix, comme approche alternative ou complémentaire à la stratégie militaire (section 5).

En termes de méthodologie, l'étude s'appuie sur la littérature existante et sur une compilation de données quantitatives sur les attaques et les événements violents au Mali recueillies par le Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED).² L'étude a été complétée par onze entretiens semi-structurés, dont un avec un représentant du MNLA, un avec une ONG humanitaire et des entretiens avec des experts (9), ainsi que par des observations recueillies par les auteurs au cours de divers ateliers et forums sur le conflit malien tenus en 2018. Un deuxième rapport sur le Mali a été produit dans le cadre de ce projet, rédigé par l'universitaire Ferdaous Bouhlel, basé en Mauritanie, et se concentre sur le rôle et les perspectives du dialogue politique avec Ansar Dine/JNIM (Bouhlel 2020).

2. Conflit et acteurs clés

Bien que cette étude se concentre sur le groupe armé salafi-djihadiste Ansar Dine et son évolution au sein du JNIM, il est important de comprendre les composantes du conflits au sein de laquelle il opère, et les autres acteurs clés avec lesquels il interagit.

2.1 Contexte du conflit au Mali

Au cours de la dernière décennie, le Mali a été confronté à l'une des crises les plus graves depuis son indépendance. Depuis le début de la crise en 2012, « on peut considérer qu'au Mali l'état de guerre de faible intensité est quasi-permanent » (Guichaoua & Pellerin 2017). Si les revendications d'autonomie des Touaregs peuvent être considérées comme le point de départ du conflit actuel, de nombreux autres acteurs (dont les salafi-djihadistes et les forces internationales) et de multiples facteurs (tensions économiques, politiques et interethniques) alimentent l'instabilité du pays.

Historiquement, plusieurs rébellions armées ont découlé du conflit durable entre la communauté Touareg et le gouvernement central. Les principales périodes de troubles et de révoltes se sont produites en 1963-1964, 1990-1996, 2006-2009 et 2012 (Haysom 2014 ; Maiangwa 2014). En janvier 2012, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), un mouvement séparatiste touareg³, rejoignit le groupe armé islamiste Ansar Dine. Soutenus par le retour des soldats Touaregs de la Légion islamique de Kadhafi, équipés d'armes lourdes, ils occupèrent une grande partie du nord du Mali. Leur première attaque, le 17 janvier 2012, visa une garnison de l'armée malienne dans la ville d'Aguelhok, dans la région de Kidal. L'exécution rapportée d'une centaine de soldats maliens fut un choc profond pour de nombreux Maliens.

² "ACLED « collecte les dates, les acteurs, les types de violence, les lieux et les décès de tous les événements de violence politique et de protestation signalés » (ACLED Data 2019, traduction personnelle).

³ Les Touaregs ont une longue histoire de lutte et de rébellion dans la région du Sahel. Les origines des tensions et des revendications du groupe contre le gouvernement central malien remontent à la fin du XIXe siècle. Les processus de colonisation et de décolonisation français ont joué un rôle important dans l'expression des griefs sociaux, politiques et économiques de ce groupe marginalisé. La communauté touareg n'a jamais ressenti de lien avec l'État et n'a jamais considéré Bamako comme un centre de pouvoir légitime. Depuis que les Français ont établi une présence dans le pays, des modes de vie sédentaires et occidentaux ont été promus, qui n'étaient pas adaptés au mode de vie des pasteurs nomades (Kisangani 2012). Aujourd'hui au Mali, la communauté touareg représente moins de 10% de la population totale mais constitue la majorité dans les régions peu peuplées du nord du pays (UCDP 2019).

Quelques mois plus tard, en mars 2012, des officiers subalternes de l'armée dirigés par Amadou Sanogo (frustrés par leur défaite et par la façon dont le gouvernement d'Amadou Toumani Touré avait géré le conflit sécessionniste dans le nord du Mali) organisèrent un coup d'État et prirent le contrôle politique de Bamako. Pendant la plus grande partie de l'année 2012, le Mali fut en proie à une crise profonde. Le gouvernement de transition qui suivit le coup d'État dut faire face non seulement au conflit sécessionniste dans le nord - où, le 6 avril, le MNLA et Ansar Dine déclarèrent l'État indépendant de l'Azawad - mais aussi aux déplacements internes, à l'influence croissante des groupes salafi-djihadistes et à d'autres manifestations de violence dues, par exemple, aux tensions interethniques. En outre, les causes structurelles de la crise du nord du Mali sont restées sans solution : « La longue négligence du Nord par le gouvernement de Bamako, les disputes sur le rôle de l'Islam dans la politique et la société maliennes et l'échec du gouvernement à tenir ses promesses de plus grande décentralisation et de financement du développement ... Les conditions socio-économiques dans le nord, en particulier la pauvreté endémique, un sentiment omniprésent de marginalisation et un manque d'opportunités de subsistance pour les jeunes hommes, ont alimenté les conflits récurrents de la région » (Haysom 2014). Enfin, la non-application par l'État de l'accord d'Alger de 2006, l'échec d'un dialogue institutionnel entre les parties en conflit dans le nord et l'État malien, plusieurs erreurs stratégiques de l'État et en particulier de son Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement dans le nord du Mali, la volonté de remilitariser les régions du nord et les très fortes tensions entre l'État et la tribu dominante des Ifoghas à Kidal sont d'autres facteurs qui ont contribué à la dernière crise (Entretien avec Ferdaous Bouhlel, juin 2019, Email).

La situation dégénéra après le coup d'État en raison de la menace croissante des groupes salafi-djihadistes jouant un rôle plus important et plus actif dans le conflit. Après une période initiale où les groupes armés Touaregs et les GASD ne se soucièrent pas les uns des autres, et malgré les tentatives de dialogue, les hostilités débutèrent entre le MNLA et les GASD pour le contrôle de la région nord du Mali, en particulier à Gao. Leurs aspirations respectives différaient. Alors que le MNLA réclamait l'indépendance de la région de l'Azawad, les groupes armés islamistes ont donné la priorité aux revendications religieuses contre la laïcité de l'État malien, effective depuis la colonisation française. Le conflit entre les deux groupes résulte également de la forte pression extérieure exercée sur le MNLA par les autorités françaises et la diaspora touareg⁴, qui a conduit le MNLA à faire le choix stratégique de rejeter l'alliance avec AQMI. Les autorités maliennes firent alors appel aux autorités françaises et l'opération militaire Serval, suivie par l'opération Barkhane, fut déployée dans le nord du Mali pour repousser les salafi-djihadistes.

Chacune des trois dernières rébellions touaregs a été suivie par un accord de paix qui n'a pas réussi à traiter les causes profondes du mécontentement. Pour résoudre cette dernière rébellion touareg, des acteurs régionaux et internationaux ont également servi de médiateurs lors de plusieurs cycles de négociations. Un accord de cessez-le-feu a été signé à Ouagadougou en 2013, suivi d'un accord de paix à Alger en 2015. L'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (Accord d'Alger, ou Accord de Bamako) a été signé en deux étapes, le 15 mai et le 20 juin 2015, entre le gouvernement malien et deux coalitions de groupes armés (principalement touaregs et arabes) : des groupes d'autodétermination représentés par la Coordination des mouvements d'Azawad (CMA), et un éventail diversifié de groupes pro-gouvernementaux cherchant à résoudre les griefs politiques et socio-économiques existant au sein de l'État unitaire du Mali, représentés par la Plateforme des groupes armés (Nyirabikali 2015). Bien que l'Accord d'Alger soit censé conduire le Mali vers une nouvelle ère de paix et de stabilité, sa mise en œuvre se heurte à de multiples difficultés et progresse très lentement, tandis que les affrontements entre les groupes signataires se poursuivent et que de nouveaux groupes armés sont apparus dans le nord et le centre du Mali, entraînant une détérioration des conditions de sécurité (Tobie 2017). En outre, les GASD,

⁴ Il existe une pluralité de positions au sein du MNLA : une minorité est laïque, souvent des personnalités de haut rang vivant à l'étranger, et une majorité locale fortement attachée à l'Islam comme principal mécanisme de régulation (Entretien par email avec Ferdaous Bouhlel, juin 2019).

qui ont été exclus des négociations de paix, continuent de représenter une menace majeure pour la stabilité au Mali et dans les pays voisins.

2.2 Les acteurs clés du conflit

Afin d'expliquer le rôle d'Ansar Dine dans le contexte du conflit au Mali, cette sous-section offre un bref résumé des principaux acteurs impliqués. Ce résumé ne se veut pas exhaustif, et les ouvrages cités dans cette section peuvent être consultés pour plus de détails sur l'histoire et le développement du conflit.

≡ Les mouvements séparatistes

Les groupes séparatistes Touaregs sont actifs dans le nord du Mali, sous diverses appellations, depuis les premières rébellions de 1963, dans le but d'obtenir l'indépendance de la région de l'Azawad. Ils ont également des liens historiques étroits avec la Libye voisine.⁵ Pour de nombreux observateurs, la Libye est le « catalyseur de la crise » au Mali (Solomon 2015). Lorsque le régime de Kadhafi a commencé à s'effondrer début 2011, des Touaregs bien armés et aguerris sont retournés au Mali, qui était déjà confronté à une situation explosive. Tous les ingrédients du conflit étaient déjà présents, et la crise libyenne a permis à des armes et à des combattants de (re)venir au Mali. Le MNLA a été créé dans le but de libérer le peuple de l'Azawad de l'occupation illégale de son territoire par le Mali. Il était prêt à déclarer un État dans le nord du Mali et à lancer des opérations militaires contre les forces armées maliennes si le territoire n'obtenait pas l'autonomie. Le 6 avril 2012, le MNLA déclara unilatéralement l'indépendance de l'Azawad. Fin 2013, les deux mouvements rebelles touaregs du MNLA et du Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), et leurs alliés arabes du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA), ont formé une alliance appelée Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Ils sont également en concurrence avec d'autres groupes armés basés dans le nord du Mali qui soit soutiennent le statu quo, soit poursuivent d'autres objectifs politiques tels que l'imposition de la charia au Mali.

En tant que partie à l'accord de paix d'Alger, la CMA et ses membres doivent se soumettre à un processus de désarmement, démobilisation et réintégration, mais en raison de la continuelle violence et de la lenteur de la mise en œuvre des dispositions de l'accord, le MNLA et ses alliés sont toujours armés et contrôlent des parties du nord du Mali (principalement le cœur touareg de Kidal) tandis que quelques dirigeants ont quitté le CMA pour entrer dans le gouvernement et la politique maliennes (Zahar & Boutellis 2019).

≡ Les mouvements salafi-djihadistes

En mai 2012, le MNLA céda les territoires sous son contrôle au nord du Mali – et notamment ses principaux centres urbains (Gao, Kidal et Tombouctou) – à trois groupes armés islamistes. Ces groupes ont des liens plus ou moins étroits avec Al-Qaïda et sont classés dans le présent document dans la catégorie des groupes salafi-djihadistes étant donné leurs objectifs et de leur idéologie. En effet, contrairement aux groupes islamistes non salafistes qui luttent contre l'occupation étrangère ou les régimes autocratiques nationaux, l'objectif des groupes salafi-djihadistes est avant tout l'application de la loi islamique là où ils se trouvent

⁵ À la fin des années 1970, un grand nombre de jeunes Touaregs ont fui vers la Libye en raison de graves sécheresses et beaucoup d'entre eux y ont reçu une formation militaire de haut niveau. Dans les années 1980, en raison de la situation économique, la plupart d'entre eux sont retournés au Mali, mais les combattants de la ligne dure sont retournés en Libye et sont devenus des officiers de haut niveau lorsque le Pacte national a été signé au Mali en 1992.

(Drevon 2016). Le premier est Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), une organisation directement issue de l'ancien groupe islamique armé algérien (GIA) puis du groupe salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC). Elle a été créée en 1998 pendant la guerre civile algérienne. Suite au 11 septembre 2001, le leader du GSPC, Abu Musab Abdel Wadoud – également connu sous le nom d'Abdelmalek Droukdel – a été attiré par l'idéologie, la notoriété et les relations d'Al-Qaïda. Il a officiellement prêté allégeance à Al-Qaïda en 2006 et a rebaptisé son organisation AQMI. La présence du groupe dans le nord du Mali remonte au début des années 2000. À cette époque, le GSPC, sous la pression de l'armée algérienne, s'est de plus en plus souvent réfugié dans les pays voisins. Là, ses membres se livraient à des activités illégales telles que la contrebande, le trafic et les enlèvements, et recrutèrent des volontaires pour lutter en Irak contre l'invasion américaine (de Castelli 2014 ; Mémier 2017). Dans la région du Sahel, ils ont principalement eu recours à la prise d'otages pour financer leurs activités.

Le deuxième groupe est le Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui poursuit une forme radicale d'islam et applique un régime brutal de charia dans les territoires qu'il contrôle. Le MUJAO s'est séparé de l'AQMI en octobre 2011, prétendument en raison d'un désaccord sur la répartition des revenus des enlèvements et sur la position dominante des Algériens à la tête du mouvement (Boutellis 2015). Son objectif déclaré est de répandre le djihad sur une plus grande zone de l'Afrique de l'Ouest. Contrairement à AQMI, la majorité des membres du MUJAO sont des Maliens, actifs dans la région de Gao. Le groupe a fusionné en août 2013 avec une autre entité dirigée par Mokhtar Belmokhtar, une autre figure bien connue du salafi-djihadisme dans la région, pour créer al-Mourabitoun.

Le troisième mouvement salafi-djihadiste actif depuis le début du dernier conflit au Mali est Ansar Dine. Ce groupe a été formé en 2011 par un leader touareg renommé et figure centrale du Mali, Iyad Ag Ghaly. Cette entité se distingue principalement des deux autres par sa composition et ses revendications territoriales. Ses membres sont en grande majorité maliens et, au moins dans ses premières années d'existence, n'ont pas poursuivi un programme islamiste transnational. Si la guerre s'est étendue à d'autres pays par le biais de révoltes locales qui ont conduit à des attaques armées (principalement contre les étrangers), en particulier au Burkina Faso et au Niger, les objectifs d'Ansar Dine semblent rester assez localisés.

Au fil des années, la scène du djihad salafiste s'est élargie avec l'émergence de nouveaux groupes. En particulier, le Front de Libération du Macina (FLM) ou Katiba Macina, dirigé par Amadou Kouffa⁶, est devenu très actif dans le centre du Mali depuis 2015. Parrainé par Ag Ghaly, Kouffa avait déjà été impliqué avec les salafi-djihadistes au Mali avant de fonder la Katiba Macina, notamment en dirigeant l'attaque conjointe d'AQMI, Ansar Dine et du MUJAO à Konna en 2013 (Zenn 2015).

En mars 2017, les principaux groupes djihadistes ont annoncé qu'ils avaient formé une alliance appelée le groupe pour le Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM ou JNIM pour le nom arabe - *Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn*), dirigé par Iyad Ag Ghaly. Cette entité est composée d'Ansar Dine, de la Katiba Macina, d'al-Mourabitoun et d'AQMI⁷. Le JNIM se présente comme la branche officielle d'Al-Qaïda au Mali. En tant que tel, il consolide la présence du groupe dans le Sahel et place les acteurs sahéliens, en particulier Ansar Dine, sur la carte mondiale du salafi-djihadisme.

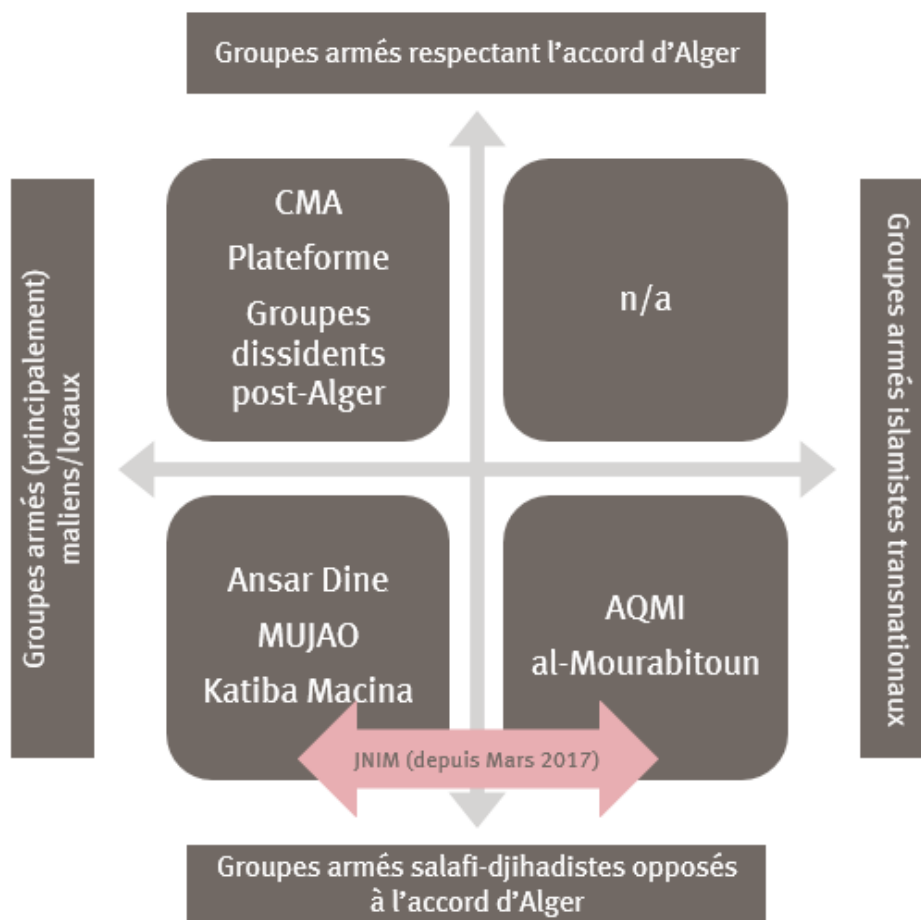
⁶ En novembre 2018, les forces françaises ont annoncé qu'elles avaient tué Amadou Kouffa lors d'un raid aérien près de Mopti. AQMI a nié ce meurtre, qui avait alors été confirmé par plusieurs autres organisations (Lebovich 2018). En février 2019, Az Zallaqa (branche médiatique du JNIM) a publié une vidéo dans laquelle Kouffa nie sa propre mort (Fourt 2019 ; Nasr 2019).

⁷ En 2015, AQMI aurait été régionalement divisé entre l'Algérie (sous Droukdel), la Libye (sous Mokhtar Belmokhtar, ancien chef d'al-Mourabitoun) et l'Afrique de l'Ouest (sous Djamel Okacha) (Counter Extremism Project 2018).

Le gouvernement malien et les milices pro-étatiques

Ibrahim Boubacar Keita (IBK) est le président du Mali depuis septembre 2013. Son parti s'appelle le Rassemblement pour le Mali. En 2018, IBK a été réélu président du Mali (non sans contestation du fait de plusieurs illégalités rapportées par les partis et les candidats d'opposition) avec 67 % des voix, et son parti a remporté le plus grand nombre de sièges aux élections législatives. Outre l'armée malienne, d'autres acteurs armés ont été impliqués du côté du gouvernement pendant le conflit, notamment les milices d'autodéfense et d'autres groupes armés pro-gouvernementaux, qui défendent la souveraineté territoriale du Mali. Au cours du processus de paix d'Alger, ces groupes ont uni leurs forces sous la Plateforme des groupes armés, une coalition comprenant le groupe d'Autodéfense des Touaregs d'Imrad et ses Alliés (GATIA), formé en 2014, une branche loyaliste du MAA, et la Coordination des mouvements et du Front de résistance patriotique (CM-FPR). Bien qu'ils poursuivent également leurs propres intérêts particuliers et aient été traités comme une troisième force pendant le processus d'Alger, ces groupes ont des liens étroits avec le gouvernement malien, et ont combattu aux côtés de l'armée nationale malienne contre les ennemis présumés de l'État issus des groupes salafi-djihadistes. Leur alliance avec le gouvernement malien est néanmoins principalement stratégique, et leur loyauté envers l'État était basée sur leur opposition aux rébellions et maintenant, dans une plus large mesure, sur leur opposition aux GASD, et en particulier à Ansar Dine, dans l'Azawad. La figure 1 montre comment les groupes armés au Mali se situent par rapport à l'Accord d'Alger et où ils se situent sur le spectre entre les groupes armés nationaux et transnationaux.

Figure 1 : Matrice des principaux groupes armés au Mali



Récemment, le centre du pays a vu une montée de violences de la part des milices d'autodéfense des chasseurs Dozo et des Dogon⁸ contre les éleveurs peuls. Les membres de la communauté peule ont été présentés comme des terroristes en raison de l'identité ethnique d'Amadou Kouffa, chef de la Katiba Macina, qui a appelé à plusieurs reprises à la mobilisation des Peuls dans le cadre du djihad (Lounnas 2018 ; Le Roux 2019). Les deux parties commettent des atrocités depuis 2016, mais 2018 a vu la violence s'étendre à toute la région centrale, avec une intensification des massacres.⁹ Un rapport de l'Association malienne des droits de l'homme de novembre 2018 a montré que les civils étaient la principale cible des acteurs armés (SJAG, milices, forces armées) dans la région, et que tous ces acteurs étaient responsables de graves violations des droits humains et avaient violé le droit humanitaire (AMDH & FIDH 2018). Les chasseurs Dogon ont servi d'éclaireurs pour les forces armées maliennes et ont ainsi reçu un soutien logistique et financier de l'Etat (International Crisis Group 2019). Le ciblage de leurs chasseurs les plus renommés par les GASD a entraîné la création de milices. La décision du gouvernement de dissoudre la milice Dan Nan Ambassagou après le massacre d'Ogossagou (Le Cam 2019) semble changer cette relation, signalant d'une part la fin d'une période de tolérance des deux côtés mais aussi une certaine collaboration d'autre part. Dans la région centrale, l'Accord d'Alger n'a pas de poids car il ne concernait que la dynamique des conflits dans le nord du Mali, et les accords de paix locaux entre les milices et le gouvernement sont de courte durée (Diallo 2018). Le blocage est également institutionnel, puisque le cadre d'application de l'accord a fermé la porte à une possible ouverture à d'autres belligérants (Entretien avec Ferdaous Bouhlel, juin 2019, Email).

≡ Les acteurs extérieurs et l'intervention extérieure

La France a pris la tête des efforts de contre-terrorisme au Mali. Cependant, son plan visant à renforcer la capacité du gouvernement malien à lutter seul contre le terrorisme a clairement échoué. Après la prise de pouvoir d'AQMI et de ses deux alliés dans le nord du Mali à l'été 2012, la France a d'abord choisi de soutenir une approche régionale pour la résolution du conflit, menée par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), comprenant une tentative de médiation et une intervention militaire pour reprendre le nord. Cette première initiative n'a pas donné de résultats et n'a pas permis de pacifier la région. Au lieu de cela, l'alliance entre AQMI, Ansar Dine et le MUJAO a pris la ville de Konna au centre du Mali. En réponse, la France a décidé de modifier fondamentalement sa stratégie concernant la crise du Mali. Le 11 janvier 2013, le président français François Hollande a répondu à l'appel du président intérimaire du Mali, M. Traoré, et a déployé des forces spéciales françaises au Mali dans le cadre de l'opération Serval. L'objectif initial de l'intervention était d'arrêter l'avancée des trois GASD vers la capitale malienne, Bamako. Mais très vite, la France a dépassé le cadre d'une simple opération d'urgence et s'est de facto engagée dans une intervention de reprise du nord, une tâche qui devait à l'origine être entreprise par l'armée malienne avec le soutien des troupes africaines. L'intervention française, lancée à la demande des autorités maliennes, a été chaleureusement accueillie au niveau international (Conseil de sécurité de l'ONU 2013). En effet, la France, soutenue par les troupes maliennes ainsi que par d'autres troupes africaines (principalement du Tchad), a réussi assez rapidement à empêcher les djihadistes d'étendre leur influence plus au sud, les chassant des principales villes du nord et détruisant leurs capacités logistiques (Koepf 2013).

⁸ Bien que les milices Dozo et Dogon aient les mêmes ennemis, leurs répertoires d'action diffèrent fortement, et elles opèrent sous des structures de commandement distinctes

⁹ La Fédération Internationale des ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et l'Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH) soulignent l'importance de la rareté des ressources dans le glissement de la région du Delta central vers le conflit (AMDH & FIDH 2018).

Aujourd'hui, le Mali est considéré comme un « embouteillage sécuritaire » (International Crisis Group 2017), en raison de la présence croissante des forces antiterroristes de divers pays étrangers et organisations multinationales. En effet, outre l'intervention française, une force organisée par la CEDEAO a été déployée sous le nom d'AFISMA, à laquelle a succédé la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies au Mali (MINSUMA). La MINUSMA a été créée par la résolution 2100 du Conseil de sécurité le 25 avril 2013 et a pour mandat d'assurer la sécurité au Mali. En outre, le Mali et les pays voisins ont formé une force conjointe de lutte contre l'insurrection, appelée G5 Sahel, à laquelle participent, aux côtés du Mali, le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie et le Niger. Cette force ne manque pas de financement, mais est toujours affectée par l'inefficacité logistique (non-livraison des ressources, manque de clarté dans la gouvernance budgétaire et les priorités de dépenses) et une certaine lassitude (ibid.). L'armée malienne a également reçu un soutien de formation technique de la part de l'Union européenne, et enfin, des forces extérieures militaires américaines sont également présentes au Mali.

Au sein de cette constellation d'acteurs politiques et sécuritaires, Ansar Dine est un groupe particulièrement intéressant à étudier car il a des liens avec les racines sécessionnistes touaregs du conflit, mais s'est intégré au spectre des groupes armés salafi-djihadistes internationalistes après avoir eu une attitude essentiellement nationaliste. De plus, avec son leader Ag Ghaly qui dirige maintenant l'alliance JNIM, il a joué un rôle central dans la dynamique du conflit. En effet, en examinant plus en profondeur le développement d'Ansar Dine dans la section suivante, nous analyserons la façon dont le mouvement s'est lié et s'inscrit dans cette situation conflictuelle complexe.

3. Qui est Ansar Dine ? Trajectoires et dynamiques internes

Contrairement à d'autres groupes salafi-djihadistes (tels que al-Shabaab en Somalie et Boko Haram au Nigeria), qui ont fait l'objet d'analyses approfondies par des experts, Ansar Dine est, malgré la place importante qu'occupe le conflit malien dans l'agenda international, un mouvement armé peu connu et peu étudié. Dans le large éventail des GASD du Sahel, il s'est particulièrement distingué dans ses premières années par ses caractéristiques de mouvement insurrectionnel purement national, son utilisation relativement restreinte et pragmatique de la violence sélective et la trajectoire personnelle atypique de son leader historique. L'examen des caractéristiques internes et du *modus operandi* d'un tel mouvement peut aider à mettre en lumière la grande diversité des acteurs (auto)qualifiés de GASD. Dans cette section, nous analyserons les caractéristiques organisationnelles, idéologiques et comportementales d'Ansar Dine dans le contexte malien.

Depuis la fondation d'Ansar Dine à Kidal en 2011, son membre le plus éminent, Iyad Ag Ghaly, dirige le groupe. Au niveau organisationnel, Ansar Dine a commencé comme une petite entité rapidement devenue l'un des groupes armés salafi-djihadistes les plus puissants et influents. Aujourd'hui, il est l'un des groupes composant le JNIM et est même considéré comme le groupe le plus puissant au sein de l'alliance, principalement en raison du rôle clé et de la personnalité d'Ag Ghaly (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris ; Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). Son influence politique, sa connaissance du Mali et son soutien populaire font qu'il est incontesté dans sa zone d'opération. En termes d'idéologie, les objectifs déclarés et le récit du groupe ont constamment évolué sur un spectre allant du nationalisme touareg à l'islamisme radical (Solomon 2015). Enfin, sa propension à recourir à la violence s'est progressivement accrue avec le temps, combinée à une évolution des tactiques, des modes de communication et des approches en matière d'application de la charia, en réaction aux interventions extérieures.

3.1 Dynamiques organisationnelles

≡ Origines, organisation interne et financement

La légitimité historique et le puissant leadership d'Ansar Dine sont incarnés par Iyad Ag Ghaly, soutenu par sa famille de la tribu des Ifoghas (aristocratie touareg dominante des hautes terres du nord du Mali). Ansar Dine s'est construit autour de cette figure centrale et d'un groupe de vétérans rebelles de la même tribu, dont deux personnages importants proches d'Iyad Ag Ghaly. Le premier était Ahmada Ag Bibi (qui a quitté le groupe début 2013), représentant de Abeibara et homme d'expérience, conservateur et traditionnel. Le second était Algabass Ag Intalla (qui a quitté Ansar Dine en janvier 2013), un notable touareg, fils de l'Amenokal (chef traditionnel) des Touaregs Ifoghas, ancien représentant de Kidal et actuel chef du HCUA (Abu Al-Ma 'ali 2014). Enfin, Cheikh Ag Aoussa (qui a fait partie d'Ansar Dine jusqu'en janvier 2013) a également joué un rôle central dans l'organisation, en tant que chef militaire et principal interlocuteur des autres GASD. Grâce à la popularité d'Iyad Ag Ghaly auprès de tous les Touaregs et des combattants nouvellement arrivés de Libye dans les années 2011-2012, ainsi qu'à sa connaissance impressionnante de la région, Ansar Dine a connu une croissance rapide et a pu remporter d'importantes batailles et prendre le contrôle de grandes villes comme Kidal en 2012. Lorsqu'Iyad Ag Ghaly est entré dans Kidal, AQMI et le MUJAO ont occupé respectivement Tombouctou et Gao. Le nombre exact des membres d'Ansar Dine n'est pas connu et est en constante évolution. Cependant, l'affiliation tribale des fondateurs d'Ansar Dine ainsi que leur histoire de révolte contre le gouvernement du Mali ont aidé le mouvement nouvellement émergent à recruter de nombreux éléments des tribus Ifoghas mais aussi du MNLA, d'AQMI et du MUJAO. L'autorité et la légitimité militaire, sociale et morale personnelle d'Ag Ghaly est un autre facteur qui a aidé le mouvement à se développer et à gagner un large soutien parmi la population locale (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris). Un autre élément qui a facilité les gains militaires d'Ansar Dine et sa suprématie sur le MNLA a été le soutien financier et militaire reçu d'AQMI, qui avait une structure financière plus solide en raison de sa plus longue présence dans la région. A titre d'exemple, l'ONU a révélé que le chef d'Ansar Dine a reçu 400 000 euros du chef de la brigade Tariq ibn Ziyad d'AQMI (Solomon 2015). Avec la formation du JNIM, l'affiliation financière du groupe à Al-Qaïda est devenue explicite.

Il semble qu'Ag-Ghaly ait été la figure centrale de l'organisation depuis le début (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2018, Berlin). Selon un expert : « *d'autres leaders existent et sont présents au sein du mouvement mais Ansar Dine, c'est lui, c'est Ag Ghaly* » et l'influence des autres membres semble limitée : « *les autres sont respectés par Iyad Ag Ghaly mais ils n'ont pas son charisme, son expérience, ses capacités militaires et ses connaissances générales* » (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris).

Enfin, l'occupation conjointe de Tombouctou par Ansar Dine et AQMI en 2012-2013 donne quelques indications sur l'approche organisationnelle d'Ansar Dine en matière de gouvernance efficace. En effet, Ansar Dine et AQMI ont mis en place une hiérarchie très stricte : Ag Ghaly en était le chef, et il était soutenu par une présidence composée de trois membres de haut rang d'AQMI et d'Ansar Dine. Les deux organisations ont également créé une commission des médias, une police morale (Hesbah), une police islamique, un bataillon de sécurité et un tribunal islamique (Bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale 2018).

≡ Soutien local et légitimité

Notamment par l'intermédiaire de son chef Iyad Ag Ghaly, Ansar Dine s'est toujours présenté comme un groupe armé local. En effet, au début du conflit (2012), la plupart des membres d'Ansar Dine

appartenaient à la communauté Touareg, et plus précisément à la tribu des Ifoghas. La plupart des experts s'accordent à dire que le groupe a développé un idéal de charia qui serait basé sur les traditions sahariennes de l'Islam. Cependant, Ag Ghaly a toujours clairement indiqué que son objectif n'était pas uniquement local : « Le mouvement s'est appelé "Ansar al-Din" parce que son objectif premier est d'établir la loi islamique (la charia), de restaurer le respect de la religion et de créer une société islamique conforme à la vision de l'idéologie salafiste djihadiste » (Abu Al-Ma 'ali 2014).

Principalement composé de combattants Touaregs, Ansar Dine tire une grande légitimité de l'ancrage local de son action et de sa stratégie. En effet, Ag Ghaly s'appuie sur les récits locaux et l'histoire de la contestation pour mobiliser les combattants : « De nombreux Touareg maliens, singulièrement dans la région de Kidal, héritent dès leur plus jeune âge d'une culture contestataire, construite autour de récits glorieux ou au contraire de récits de crimes et d'oppressions subies, transmise de génération en génération. » (Guichaoua & Pellerin 2017). C'est ce qu'ont également reconnu ses alliés, comme l'a déclaré en 2016 Djamel Okacha, chef de la branche ouest-africaine de l'AQMI et émir de Tombouctou en 2012 : « c'est [Ansar Dine] une organisation musulmane locale qui a choisi la voie du djihad au nom de Dieu [...] malgré quelques différences mineures, nous convergions sur de nombreux points [...] on sait que le peuple de l'Azawad a souffert de l'injustice, de l'oppression et de la marginalisation » (Al-Akhbar 2016, in : Lounnas 2018). Cet ancrage local se retrouve également dans d'autres groupes djihadistes de la région (Katiba Macina et MUJAO), qui s'appuient principalement sur des combattants maliens locaux tout en défendant une idéologie globale (Lebovich 2013) (voir figure 1).

Pendant la brève période où Ansar Dine a contrôlé des territoires, il a été fortement soutenu par la population locale, non seulement en raison de ses liens ethniques, mais aussi en raison des services rendus à la population, services que l'État n'avait pas su fournir. La nature arbitraire perçue de l'État, à travers ses forces de sécurité et la corruption de son système judiciaire, a été opposée à l'efficacité d'Ansar Dine, sous le contrôle duquel la corruption et le banditisme local ont été considérablement réduits (Aly Diallo 2017). Le soutien local peut cependant être nuancé dans la région. La population locale a exprimé sa résistance par des manifestations, notamment à Gao et Kidal, dont les territoires étaient administrés respectivement par le MUJAO et Ansar Dine (Solomon 2015 ; Entretien avec Yvan Guichaoua, mai 2019, téléphone).

≡ Des liens évolutifs et ambivalents avec d'autres groupes armés

La relation d'Ansar Dine avec les autres acteurs armés dans le nord du Mali a évolué depuis sa création, notamment en ce qui concerne ses relations avec le MNLA. Les visions idéologiques des deux organisations sont devenues incompatibles, le MNLA voulant établir un État de l'Azawad indépendant et Ansar Dine visant un État malien uni régi par la charia (Université de Stanford 2016), et ils ont entretenu une relation ambivalente tout au long de 2012. Lorsque le MNLA a assiégé une base militaire malienne à la périphérie de Tessalit en février 2012, Ansar Dine et AQMI ont bloqué un convoi de ravitaillement malien envoyé pour tenter de sauver les soldats assiégés. Une réunion a eu lieu entre Ansar Dine (Iyad Ag Ghaly) et le MNLA (Bilal Ag Sharif), et un accord a été signé, selon lequel Ansar Dine et les combattants d'Al-Qaida ont quitté la position du MNLA, donnant au MNLA a eu trois jours pour prendre d'assaut et s'emparer de la base. Si le MNLA échouait, il se retirerait de sa position, ouvrant ainsi la voie aux combattants d'Ansar Dine. Le MNLA a échoué et plus tard, Ansar Dine, soutenu par AQMI, a pris d'assaut et s'est emparé de la base militaire. Après cela, Ansar Dine a mis en place un conseil local pour administrer la ville de Tessalit en son nom. Fin mai 2012, Ansar Dine et le MNLA ont signé un traité de fusion pour établir un État islamique dans l'Azawad. Cependant, les dirigeants politiques du MNLA, en particulier ceux vivant à l'étranger, ont rejeté l'accord en le considérant comme contraire aux principes de laïcité de leur mouvement. Suite à un désaccord sur la formulation du communiqué de presse destiné à annoncer

officiellement l'accord, le MNLA a ensuite déclaré unilatéralement un Conseil de transition pour gouverner l'Azawad (Abu Al-Ma 'ali 2014).

Entre-temps, Ansar Dine a développé des liens plus étroits avec AQMI. Selon Andrew Lebovich (2013), les deux groupes sont devenus étroitement liés, au point que « même s'il y avait des divisions claires selon les lignes idéologiques et ethniques/tribales au sein d'Ansar Dine, étant donné la relation et l'interaction, étroites et documentées, entre AQMI et Ansar Dine, il est difficile de dissocier les deux mouvements ». Il n'y avait pas de membres d'AQMI ou d'étrangers au sein d'Ansar Dine (Entretien avec Ferdaous Bouhleb, juin 2019, Email). En examinant la stratégie d'AQMI, les liens entre ce groupe et Ansar Dine deviennent plus clairs. Le leader d'AQMI, Droukdel, visait à mettre en place un émirat dirigé par AQMI, mais pour dissimuler la nature de son projet, il travaillait, sur le papier, à la création d'un État dirigé par des mouvements locaux. Selon plusieurs analystes, ces groupes ne sont donc qu'une vitrine, une façade locale présentable (Siegel 2013 ; Zenn 2015 ; Joscelyn 2017). Dans cette optique, Droukdel a indiqué qu'il souhaitait confier la direction du futur gouvernement au chef d'Ansar Dine, Iyad Ag Ghaly : « Nous proposons de mettre une partie des Moudjahidin d'Al-Qaïda à la disposition de l'émir d'Ansar Dine pour participer à l'administration des zones libérées » (Guidère 2014). L'émir d'AQMI a également écrit une lettre confidentielle à Ag Ghaly et aux alliés d'Ansar Dine, leur donnant pour consigne d'agir comme un mouvement national, afin de ne pas attirer l'attention internationale (Champeaux 2013 ; Roggio 2013). En avril et mai 2012, il est clairement apparu que le MNLA avait été chassé de toutes les villes principales du nord et qu'il était devenu marginalisé au sein du conflit (Entretien avec Ferdaous Bouhleb, juin 2019, Email). La principale ligne de conflit opposait donc l'armée malienne et ses alliés militaires (CEDEAO et France) aux forces salafi-djihadistes, tandis que le MNLA luttait pour rester un acteur pertinent et essayait de jouer la carte d'une alliance anti-terroriste pour gagner en légitimité internationale.

Début 2015, un nouveau groupe, le Front de Libération du Macina (FLM) ou Katiba Macina, a commencé à attirer l'attention internationale en raison de ses attaques dans le centre et le sud du Mali. Son chef, Amadou Kouffa, un prédicateur extrémiste de la ville de Niakunfe, au centre du Mali, serait un protégé d'Ag Ghaly. Ce groupe était considéré comme affilié à Ansar Dine jusqu'à la formation du JNIM en mars 2017. Kouffa, tout comme Iyad Ag Ghaly, est considéré comme un acteur clé du conflit et l'un des interlocuteurs incontournables pour un règlement durable (voir section 5).

≡ Alliance au sein du JNIM

En mars 2017, lorsque les principaux groupes armés salafi-djihadistes ont annoncé qu'ils avaient formé une alliance sous la bannière du groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (JNIM), il est clairement apparu qu'Ansar Dine avait fait un grand pas en avant. Sur la vidéo diffusée pour annoncer leur alliance, Iyad Ag Ghaly était assis au centre du groupe, entouré par les autres principaux dirigeants du mouvement salafi-djihadiste. La nouvelle organisation est donc dirigée par Ag Ghaly, avec Djamel Okacha (AQMI) en deuxième position, et Kouffa (avec la Katiba Macina) jouant un rôle significatif du fait de l'importance de ses troupes (Joscelyn 2017 ; Counter Extremism Project 2018). Le JNIM comprend également al-Mourabitoun, dirigé par Mokhtar Belmokhtar.¹⁰ Tous ces groupes existent toujours en tant qu'entités individuelles, mais agissent ensemble sous la bannière du JNIM, comme l'explique le CICR : « la volonté des trois groupes de maintenir des identités distinctes est suggérée par leur alliance de 2017, à la différence d'une fusion » (CICR 2018, 50).

En outre, le JNIM s'est positionné comme une branche d'Al-Qaïda, Ag Ghaly ayant prêté allégeance à l'émir Droukdel d'AQMI, à Al-Qaïda et aux Talibans (Joscelyn 2017 ; Lounnas 2018), rejetant clairement l'État islamique du Grand Sahara (Lounnas 2018). La collaboration entre ces organisations est devenue

¹⁰ Des rumeurs sur sa mort ont circulé, mais n'ont encore été confirmées par aucun acteur au Mali.

officielle avec cette alliance et, malgré le rôle central d'AQMI et de la Katiba Macina, Ag Ghaly, en tant que leader d'Ansar Dine, semble rester la principale figure du salafi-djihadisme dans la région. Pour cela il a dû changer en quelque sorte d'identité politique, au moins publiquement, et s'éloigner de l'ancrage local d'Ansar Dine. La création du JNIM représente donc une mutation tant organisationnelle que personnelle. Les observateurs et les chercheurs s'intéressant à Ansar Dine et au Mali ont souligné le rôle décroissant d'Ag Ghaly dans les vidéos de propagande plus récentes du JNIM, contrasté par la montée de Kouffa et d'Okacha (Bensimon 2018 ; Guichaoua 2018). Au fur et à mesure des vidéos de propagande, Iyad Ag Ghaly est en effet passé du statut de seul leader présent dans la vidéo en juillet 2018 (Lyammouri 2018), à peu de temps d'antenne fin septembre 2018 (Thurston 2018b), à un simple rôle de soutien pour le recrutement des Peuls par Amadou Kouffa en novembre 2018 (Tobie 2018). Ce constat doit cependant être traité avec prudence car Ag Ghaly semble rester une figure clé de soutien et joue un rôle central au sein de l'organisation, puisqu'il est toujours présent, et agit comme un appui légitimant pour les autres dirigeants.

3.2 Dynamiques idéologiques

Ansar Dine ressemble aux différents mouvements séparatistes dirigés par les Touaregs en termes de composition ethnique. Cependant, les perspectives et les objectifs du groupe sont différents. Iyad Ag Ghaly a été l'une des figures de proue du soulèvement touareg dans les années 1990 et en 2006. Depuis lors, son idéologie et ses objectifs politiques ont évolué, passant du nationalisme/séparatisme à l'islamisme. À la fin des années 1990, il a rejoint le groupe missionnaire *al-Tabligh wal Da'wa*,¹¹ et a visité ses centres au Pakistan. Il a prêché dans des mosquées en Mauritanie et au Mali (Abu Al-Ma 'ali 2014), et a développé des liens étroits avec l'Algérie. Après 2008-2009, Ag Ghaly a développé des liens proches avec Al-Qaida et al-Mourabitoun (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris). D'un point de vue idéologique, Ansar Dine – qui, « *avant d'être Ansar Dine, est Ag Ghaly* » – est donc plus proche des autres groupes salafi-djihadistes présents dans la région que des groupes séparatistes, et se concentre principalement sur les revendications religieuses et notamment l'application de la charia au Mali (ibid.).

≡ Origines

Lorsque les combattants Touaregs sont revenus de Libye et que le MNLA a été formé, Ag Ghaly a tenté d'obtenir un rôle de premier plan au sein de ce groupe. Cependant, il aurait potentiellement été repoussé en raison de ses liens avec AQMI. Une autre hypothèse est que le MNLA, composé principalement de jeunes combattants séparatistes, aurait refusé sa direction en raison de son passé et de ses compromis avec l'État malien (McGregor 2012). Ceci aurait pu conduire Ag Ghaly à créer Ansar Dine et à suivre sa propre voie en plaidant pour l'imposition de la charia dans tout le Mali. En mars 2012, Ansar Dine a publié sa première vidéo officielle, dans laquelle ses combattants prient et où Ag Ghaly définit les objectifs de l'organisation (Thurston & Lebovich 2013). Le premier communiqué d'Ansar Dine transmettait trois messages (Abu Al-Ma 'ali 2014) :

≡ « *Le groupe Ansar Dine cherche à appliquer la charia islamique dans notre pays... par conséquent, notre combat pour faire connaître la parole de Dieu est un djihad pour le bien d'Allah.* »

¹¹ *Tabligh* est un mouvement de prédication revivaliste fondé dans les années 1920. En arabe, *tabligh* signifie "transmission" et le mouvement pratique une forme de prédication prosélyte (Guidère 2017).

- ≡ « *Nous croyons que tous les musulmans sont nos frères, qu'ils soient arabes ou ajam,¹² blancs ou noirs* ». Ceci était un message de réconfort pour les habitants de l'Azawad, en particulier les non-Touareg.
- ≡ « *Nous déclarons à tous notre refus de l'injustice et de l'agression [...] lorsque nous commettons une erreur ou une injustice, nous sommes prêts à être jugés selon la charia [...] et engagés – si Dieu le veut – à réparer les injustices commises envers son peuple.* » Ce message était destiné à invoquer le profond sentiment d'injustice enduré par le peuple de l'Azawad envers l'État et les élites du Mali.

≡ **Entre nationalisme et islamisme**

Hussein Solomon (2015) classe Ansar Dine « entre nationalisme touareg et islamisme ». Ansar Dine s'appuie sur la marginalisation du nord du Mali et de la population touareg pour mobiliser les combattants et recueillir du soutien. Il appelle à la fin de la pauvreté dans une région historiquement marginalisée et pauvre du Mali. Il a également endossé le rôle de l'État en « s'engageant dans des actions caritatives, en construisant des cliniques et des écoles et en fournissant des colis alimentaires, ce qui contraste fortement avec un État insensible et rapace » (ibid., 72). Cela semble tout à fait conforme à l'idée d'un État autonome ou indépendant dans le nord du Mali et, selon Salomon, a eu une « résonance particulière » avec les Touaregs du nord (ibid.). Cela pourrait également expliquer l'alliance entre le MNLA et Ansar Dine au début du conflit. Le discours d'Ag Ghaly avant la formation d'Ansar Dine et les objectifs séparatistes déclarés du groupe, ainsi que l'origine locale de la plupart de ses combattants, pourraient également être interprétés comme un signe du nationalisme d'Ansar Dine (The Observers 2012 ; Dowd & Raleigh 2013). Un expert va même plus loin en affirmant qu'Ag Ghaly est très attaché à l'Azawad et qu'il aurait autrefois pu accepter d'abandonner son agenda salafi-djihadiste pour un poste de direction dans un Azawad plus autonome et islamique (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris). De plus, la diffusion régionale des attaques du JNIM « *ne signifie pas que son objectif n'est pas d'abord le nord du Mali* » (Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). Cependant, ce qui semble clair, c'est qu'il a désormais la volonté de promouvoir une certaine forme d'islamisme. Islamisme et nationalisme vont désormais de pair pour Ansar Dine (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris).

Comme le souligne Andrew Lebovich, « l'idéologie religieuse est en concurrence et parfois chevauche l'identité tribale et ethnique, la tension et l'insécurité » (Lebovich 2013). Il est intéressant de noter que les actions de gouvernance de type quasi-étatique d'Ansar Dine ont été possibles principalement grâce au manque de crédibilité de l'État, qui a également permis la montée de l'islamisme. En effet, comme l'explique Solomon, les liens entre les dirigeants soufis musulmans modérés et l'État ont entraîné une perte de crédibilité pour ces dirigeants : « À une époque où l'État était de plus en plus considéré comme un prédateur par les Maliens ordinaires, ces marabouts cooptés ont perdu toute crédibilité auprès des citoyens qui souffraient depuis longtemps. Les islamistes, avec leur propre marque de théologie de la libération, ont eu une plus grande résonance dans les rues de Bamako, et surtout à Tombouctou, Gao et Kidal où la pauvreté était à son comble. » (Solomon 2015, 70). Ces griefs localisés ont été l'un des principaux moteurs du conflit, mais ne sont guère reflétés dans l'idéologie d'Ansar Dine. En effet, Ag Ghaly l'a déclaré à Reuters en juin 2016 : « Nous ne demandons pas grand-chose : seulement l'application de la loi de la Charia dans les régions du nord et du sud [du Mali]. Nous sommes des Maliens et nous sommes contre la division du Mali. » (Diarra 2012, in : Flood 2012, 3).

L'idéologie d'Ansar Dine semble donc être multidimensionnelle, et l'organisation peut jouer sur différents répertoires selon son public ou ses objectifs à court terme. Cela ne signifie pas que l'idéologie ne

¹² Terme historique largement utilisé sous l'empire islamique pour décrire les Perses, plus tard pour décrire les non-Arabes.

joue pas un rôle dans la stratégie du groupe, car elle est en fait l'une des premières ressources de mobilisation (Guichaoua & Pellerin 2017), mais cela signifie qu'elle est assez flexible et adaptable au contexte local. Comme l'a fait remarquer un expert : « *C'est une idéologie en action, toujours en évolution. Nous ne pouvons pas parler de doctrine mais plutôt de pratiques. Les doctrines ne sont pas toujours très figées. On ne peut pas tirer des pratiques des doctrines. Il y a un décalage entre les comportements et la doctrine* » (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2018, Berlin). Les universitaires ont également identifié de multiples facteurs de recrutement, l'appel islamiste n'étant qu'une des sources de mobilisation. « Le militantisme est souvent un phénomène minoritaire. Le militantisme djihadiste n'est pas mutuellement exclusif des autres facteurs endogènes, qu'ils soient économiques, sociaux, tribaux ou intensément personnels » (Lebovich 2013). Mathieu Pellerin, tout en soutenant qu'il est difficile de distinguer une motivation claire parmi les membres d'Ansar Dine, a tenté d'identifier les grandes tendances. Ainsi, dans les premières phases du conflit, Ansar Dine était considéré comme la meilleure entité pour protéger la population de la domination étrangère du djihad salafiste. Ses membres ne se sont pas sentis représentés par des groupes plus extrêmes et ont décidé de suivre Ag Ghaly. En outre, des raisons familiales et sociales telles que la lutte pour l'égalité entre les clans et d'autres revendications communautaires ont été des raisons d'adhésion. Enfin, il affirme que les autres raisons principales n'étaient pas d'ordre religieux mais plutôt fondées sur des griefs contre les exactions de l'armée, des raisons économiques, la corruption et le manque d'opportunités (Pellerin 2017). Ici, le djihad apparaît comme un simple alibi pour la plupart des membres d'Ansar Dine.

≡ **“Répertoire culturel” : Les figures sahariennes de la réussite par la violence politique**

Selon deux experts de la région (Guichaoua & Pellerin 2017), « la figure du rebelle ou de l'ancien rebelle demeure également hautement valorisée dans certains segments de ces sociétés nomades » et « prendre les armes peut être perçu comme un moyen de 'renégocier son statut social par le maquis' » (Debos 2013 *in* : Guichaoua & Pellerin 2017). La figure du rebelle est souvent associée à la justice (équité du jugement, protection des communautés, redistribution financière, etc.) et évoque la trajectoire du « bandit social » (Hobsbawn 1959). Les rebelles du nord du Mali, dont Ag Ghaly, ont construit leur légitimité populaire en remplaçant l'État là où il ne fournissait pas de services et de biens. L'essor de l'économie souterraine a également été un facteur de poussée vers une plus grande légitimité sociale pour cette figure rebelle, car elle permettait la fourniture de services, et de nombreux chefs rebelles de la région ont été accusés par l'État malien de trafic de drogue (Jeune Afrique 2015). Ce répertoire culturel n'a pas disparu avec la montée des récits islamiques et islamistes dans la région. Au contraire, « Le rebelle pieux devient une figure respectée, cette figure, aussi paradoxal que cela puisse paraître, peut même se cumuler avec celle du rebelle narcotrafiquant (pourtant haram). Ainsi en est-il d'un narcotrafiquant qui finance la construction d'une mosquée ou qui finance un festival religieux au nord du Mali. Cette valorisation sociale, loin d'être seulement symbolique, tient essentiellement parce que ces acteurs d'influence sont pourvoyeurs de fonds, de protection ou encore de services (soins médicaux, forages...) au sein d'une économie politique de la rébellion. » (Guichaoua & Pellerin 2017).

≡ **Une attitude ambivalente face au djihad mondial**

L'influence exacte des érudits et des juges islamiques et le rôle des débats théologiques (par exemple pour identifier l'ennemi, définir des alliances ou décider du degré de coopération avec des forces étrangères) sont difficiles à évaluer. En dehors de Ag Ghaly et de ses motivations personnelles, il est difficile de trouver

plus de justification au programme d'Ansar Dine, qui s'appuie sur des répertoires séparatistes/nationalistes, culturels et religieux pour construire son idéologie, mais qui semble finalement mettre principalement l'accent sur les revendications religieuses. Ansar Dine a néanmoins adopté diverses positions sur le djihad global au fil du temps, signalant parfois des contradictions au sein de l'organisation. Cela a particulièrement été le cas lors de sa création et ses premiers mois d'activité, lorsque, par exemple en novembre 2012, Ansar Dine a publié des « déclarations sur sa volonté de s'engager avec les gouvernements nationaux et de rejeter 'toutes les formes d'extrémisme et de terrorisme' » (Dowd & Raleigh 2013, 502-3), tout en menant des attaques contre l'État malien.

≡ Application de la charia

Une dimension importante du comportement d'Ansar Dine est liée à la mise en œuvre de la justice, de la loi et de l'ordre dans les territoires sous son contrôle. Afin de placer les pratiques de gouvernance du groupe dans un contexte plus large, plusieurs chercheurs ont tenté de comparer le comportement d'AQMI, du MUJAO et d'Ansar Dine dans les villes qu'ils contrôlaient avant l'intervention militaire française de janvier 2013, à savoir respectivement, Tombouctou, Gao et Kidal. Selon une étude du CICR (comparant le MUJAO à Gao et Ansar Dine à Kidal, sur la base de recherches menées par Yvan Guichaoua et Ferdaous Bouhlel) : « Dans les deux cas [Kidal et Gao], la formation des normes était basée sur des sources scripturales islamiques et des sources "dédouées" qui constituent la base de la jurisprudence islamique (*fiqh*) ». (CICR 2018, 50). Cependant, « des différences significatives sont apparues dans la manière dont Ansar Dine (Kidal) et le MUJAO (Gao) ont utilisé ou sapé le système juridique existant. À Kidal, Ansar Dine s'est appuyé sur le système juridique islamique existant pour interpréter les règles relatives à la gouvernance locale. ... La relative retenue du groupe, par rapport à celle du MUJAO, a été principalement attribuée à ses liens communautaires et à la voix modératrice des *qadis* locaux » (ibid.). Cette différence d'ancrage social entre les deux groupes pourrait expliquer, par exemple, pourquoi Ansar Dine a interdit les mariages forcés, les mauvais traitements des détenus et la prise d'otages étrangers, alors que la politique de gouvernance du MUJAO poursuivait les deux (ibid., 48). Mathieu Guidère a mené une étude de terrain à Tombouctou et a montré comment les dirigeants d'Ansar Dine, d'AQMI et de Belmokhtar (MUJAO) discutaient de la manière de gouverner les villes qu'ils contrôlaient et la région qu'ils allaient potentiellement contrôler. D'autres documents officiels trouvés à Tombouctou montrent que Droukdel condamnait la destruction des mausolées et qu'il ne fallait plus commettre d'erreurs, sinon « la population risque de se retourner contre nous » (Champeaux 2013). Cela pourrait être interprété comme la "carotte" dans la stratégie d'AQMI, c'est-à-dire la nécessité de localiser l'action du djihad pour la faire mieux accepter.

Le principal point de coopération à l'époque semble être entre AQMI et Ansar Dine, en particulier à Tombouctou, qu'ils contrôlaient ensemble, et qui peut être analysé comme un laboratoire pour la politique du djihad salafiste (Thurston 2019). Le "bâton" dans la stratégie est lié à l'application d'une « interprétation salafiste stricte de la charia ... dans tout le nord du pays », avec toutefois quelques variations locales (Salomon 2015, 75). Cette application ambivalente de la charia est parfaitement illustrée par l'interview qu'Ag Ghaly a donnée en 2017, lorsqu'il a insisté sur l'équilibre entre « établir ce que nous pouvions de la charia » et « fournir les nécessités obligatoires à la population, telles que la sécurité, les moyens de subsistance, l'électricité, l'eau, les médicaments, et d'autres choses dans la mesure du possible » (Thurston 2019).

Malgré ces interprétations variées de la charia, et même si en 2012 Tombouctou était contrôlée par AQMI plutôt que par Ansar Dine, le bureau du procureur de la Cour pénale internationale a émis des actes d'accusation contre Ansar Dine et AQMI pour les violations des droits fondamentaux, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qu'ils ont commis conjointement à Tombouctou, y compris l'amputation

des mains, le châtement public et la flagellation. Les procureurs insistent particulièrement sur la nature sexiste des crimes commis. Les femmes ont été la première et principale cible de la police islamique et du Tribunal, et ont été victimes de harcèlement constant, de violences physiques et psychologiques, de mariages forcés, de violences sexuelles et de viols (Bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale 2018). Il semble donc y avoir une différence entre ce qu'Ag Ghaly a déclaré publiquement à l'extérieur, ce qui a été fait à Kidal, et ce qu'il a toléré et soutenu à Tombouctou. Un compte rendu précis de l'application de la charia à Tombouctou, Gao et Kidal en 2012 nécessiterait des recherches plus approfondies.

≡ Une idéologie homogène sous le JNIM?

En mars 2017, Ansar Dine s'est allié au groupe de soutien aux musulmans et à l'Islam (JNIM), avec AQMI, al-Mourabitoun (successeur du MUJAO) et la Katiba Macina. Le JNIM n'a pas clairement défini d'idéologie organisationnelle, mais « semble rester sous l'égide d'Al-Qaïda » (Counter-Extremism Project n.d.). En effet, Ag Ghaly a prêté allégeance à la fois à Al-Qaïda et aux Talibans dans la vidéo annonçant la formation du JNIM (ibid.). Ansar Dine doit être compris dans cette constellation idéologique. Selon un expert, l'objectif politico-religieux d'Ag Ghaly est la création d'un émirat islamique de l'Azawad, une région autonome au sein de l'État malien qui serait soumise à la charia, sur le modèle des régions musulmanes du nord du Nigeria dans la confédération nigériane (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris).

Tableau 1 : Idéologie des GASD au Mali (d'après l'interview de Mathieu Guidère, avril 2019, Paris)

Groupe	Objectif politique	Inspiration
MUJAO	Etat Islamique	Panislamisme (proche de l'idéologie de l'ISIS)
AQIM, al-Mourabitoun	Emirat Islamique	Taliban
Katiba Macina	République Islamique	États existants tels que la Mauritanie, le Soudan ou le Pakistan
Ansar Dine ¹³	Emirat Islamique de l'Azawad	Régions autonomes telles que les régions musulmanes du nord de la confédération nigériane

En outre, une analyse rapide des vidéos de propagande produites par le JNIM depuis sa création montre que le thème de la bataille est beaucoup plus présent que celui de l'idéologie (Altuna Galán 2018). Cependant, les vidéos qui s'appuient sur l'idéologie oscillent entre les appels au djihad global et les références aux griefs locaux. Cela est particulièrement vrai des vidéos diffusées fin 2018. En septembre 2018, la vidéo de propagande présentait un message global, « fortement identifié comme étant un objectif d'Al-Qaïda » (Thurston 2018a). En revanche, en novembre 2018, la vidéo montre Kouffa, soutenu par Iyad Ag Ghaly, appelant tous les Peuls à s'engager dans le djihad en s'appuyant sur des récits locaux et d'injustice (Tobie 2018). Dans leur analyse des différentes vidéos du JNIM, les chercheurs laissent entendre que l'idéologie de la nouvelle organisation semble reproduire les ambivalences d'Ansar Dine (Altuna Galán 2018 ; Thurston 2018c ; Tobie 2018). Si les groupes au sein du JNIM ont des idéologies différentes, comme le montre le tableau 1, leur complémentarité idéologique semble justifier leur alliance.

¹³ Comme nous l'avons déjà souligné, cette catégorisation doit être comprise comme faisant partie d'une constellation plus large de GASD. De plus, après la formation du JNIM en 2017, il devient plus difficile de catégoriser Ansar Dine et de le distinguer des autres groupes de la même alliance. Il est difficile d'attribuer un objectif politique particulier à un groupe, de la même manière qu'il est difficile d'attribuer un comportement particulier à un groupe.

Cependant, il apparaît que chaque groupe s'est établi sur un territoire différent et a donc des stratégies et des comportements différents.

3.3 Dynamiques comportementales

La stratégie, les cibles et le comportement général d'Ansar Dine ont donc constamment évolué depuis le début du conflit, surtout depuis la formation du JNIM. Il est assez difficile d'analyser le parcours d'Ansar Dine depuis la formation du JNIM. Il est difficile de tracer quelle organisation du JNIM est responsable des attaques, ce qui rend plus complexes les comparaisons directes entre les actions d'Ansar Dine jusqu'en 2017 et du JNIM depuis 2017. Dans l'ensemble, l'alliance de plusieurs organisations au sein du JNIM a eu un effet d'escalade sur les comportements des GASD, puisqu'elle a conduit à un nombre croissant d'attaques dans les pays voisins (en particulier au Burkina Faso, mais aussi au Niger) ainsi qu'au Mali lui-même (qui est passé de 44 attaques en 2016, à 93 attaques en 2017 et 176 attaques en 2018). Le JNIM et ses organisations affiliées ne contrôlent plus les villes, mais ont réorienté leur stratégie de la gouvernance vers l'insurrection, avec des assassinats ciblés de civils accusés de complicité avec les forces antiterroristes nationales et internationales, et des attaques contre les forces militaires. Malgré les tentatives de négociation au début du conflit, le groupe a de plus en plus souvent eu recours à la violence pour atteindre ses objectifs.

≡ Tentatives de négociations

Parallèlement à l'expérience de courte durée d'Ansar Dine dans l'administration des villes du nord du Mali, le groupe s'est également engagé dans des tentatives de dialogue (avortées) avec les acteurs internationaux dans la recherche d'une solution négociée. Fin 2012, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, a entamé des pourparlers de cessez-le-feu au nom de la CEDEAO et a accueilli des représentants d'Ansar Dine, du MNLA et du gouvernement de transition malien. L'objectif était de tenter de résoudre la crise. Ansar Dine avait apparemment déclaré sa volonté d'ouvrir des pourparlers de paix - et par conséquent de relâcher ses liens avec Al-Qaïda - et avait envoyé une délégation dirigée par Alghabass Ag Intallah. Sur le papier, les objectifs des trois parties semblaient contradictoires. Le MNLA luttait pour un État indépendant et Ansar Dine pour l'établissement de la charia dans le nord du Mali, tandis que le gouvernement malien voulait reprendre le contrôle des régions du nord (International Crisis Group 2013). La négociation a représenté une fenêtre d'opportunité pour l'engagement et la résolution du conflit. Cependant, elle n'a pas conduit à la stabilité dans le nord du Mali ni à la désescalade d'Ansar Dine.

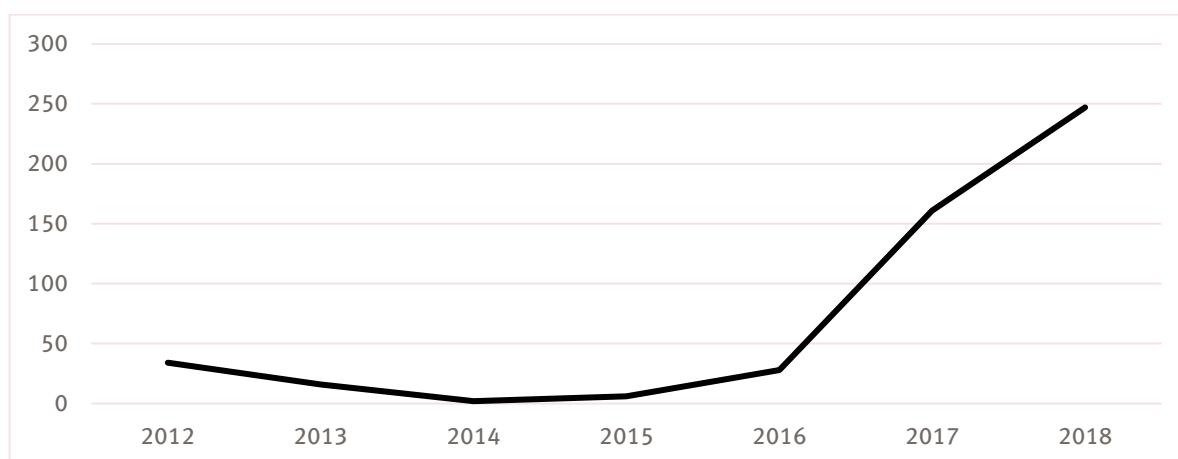
Parallèlement aux pré-discussions et aux cycles de négociations au Burkina Faso, l'Algérie - qui a toujours eu un rôle de médiation dans la région du Sahel - a également mené des entretiens discrets avec Ansar Dine et surtout avec son chef Iyad Ag Ghaly. L'objectif déclaré était de séparer le mouvement de ses alliés plus extrémistes dans la région (en particulier AQMI et MUJAO).

Au début de 2013, Ag Ghaly a décidé de rompre la discussion et d'opter pour un programme plus violent avec ses alliés salafi-djihadistes (voir section 4). Les Algériens ont été surpris par sa décision de lancer une offensive militaire sur le sud et ont considéré ce geste comme une "trahison" impardonnable (International Crisis Group 2013). Selon une experte, Ansar Dine s'est retiré des négociations de Ouagadougou parce que les acteurs internationaux ont fermé la porte à l'idée d'un dialogue autour de la question de l'Islam (Bouhleb 2020).

≡ Évolution de la fréquence et des cibles des attaques

L'analyse du nombre d'événements violents (violences à distance, batailles, et violences contre les civils) impliquant Ansar Dine et le JNIM depuis 2012 montre une forte augmentation de l'activité du groupe à partir de 2016, et surtout depuis 2017 et la formation du JNIM (voir figure 2 ci-dessous). Alors que l'organisation avait mené 34 attaques en 2012 et 16 en 2013, elle est restée en sommeil après l'intervention française Barkhane et l'opération Serval de 2013, qui ont expulsé les groupes salafidjihadistes des villes principales (Gao, Tombouctou et Kidal) et les a repoussés dans le désert. Cependant, après une période de répit et de réorganisation, Ansar Dine s'est recentré sur le ciblage des civils occidentaux ou des forces de maintien de la paix arrivés dans la région. Dans un communiqué audio de novembre 2015, traduit par SITE Intelligence Group, le chef d'Ansar Dine, Ag Ghaly, déclare que le groupe « combat une nouvelle corne de l'incrédulité mondiale, après que la corne américaine ait été écrasée sur la roche ferme du djihad. Cette corne est le résultat de la campagne des Croisés français qui a amené tous ses chevaliers et ses chevaux, ainsi que ses esclaves et ses fous, contre la charia de l'Islam dans ce pays ». Il a ensuite expliqué que ses combattants se battaient pour « repousser l'agression de l'assaillant croisé français » (Maryland Coordination and Analysis Center 2015).

Figure 2 : Événements violents attribués à Ansar Dine et au JNIM, 2012-2018 (Source : ACLED Data 2019)



En ce qui concerne les cibles de la violence, les données recueillies par ACLED, illustrées dans la figure 3, semblent indiquer qu'au moment de l'intervention internationale de 2013, Ansar Dine a déplacé ses principales cibles des civils vers les forces militaires (et de police) du Mali, de la France et de la MINUSMA, ainsi que vers d'autres groupes armés. Cette tendance s'est poursuivie après la formation du JNIM, puisque la violence contre les forces de sécurité nationales et internationales a augmenté en 2016 et 2017. La létalité des attaques s'est également accrue (Secrétaire général des Nations unies 2018). En fait, la MINUSMA est devenue la mission de maintien de la paix des Nations unies la plus meurtrière existant à ce jour. Les principales cibles ont donc été les forces étatiques, mais aussi toutes les parties de l'accord de paix de 2015, y compris les groupes armés signataires (23 attaques en 2017 et 2018). L'attaque contre le Mécanisme de Coordination Opérationnelle à Gao le 18 janvier 2017, qui a fait plus de 64 morts et environ 115 blessés parmi les membres de la première patrouille conjointe (troupes mixtes de l'armée malienne, de la Coordination et de la Plateforme), était clairement une attaque directe contre l'accord de paix lui-même. Le JNIM a également lancé des attaques contre les forces du G5 Sahel, mais moins que contre d'autres cibles (10 attaques en 2017 et 2018) (ACLED Data 2019).

Figure 3 : Type de violence attribuées à Ansar Dine, 2012-2016 (Source : ACLED Data 2019)¹⁴

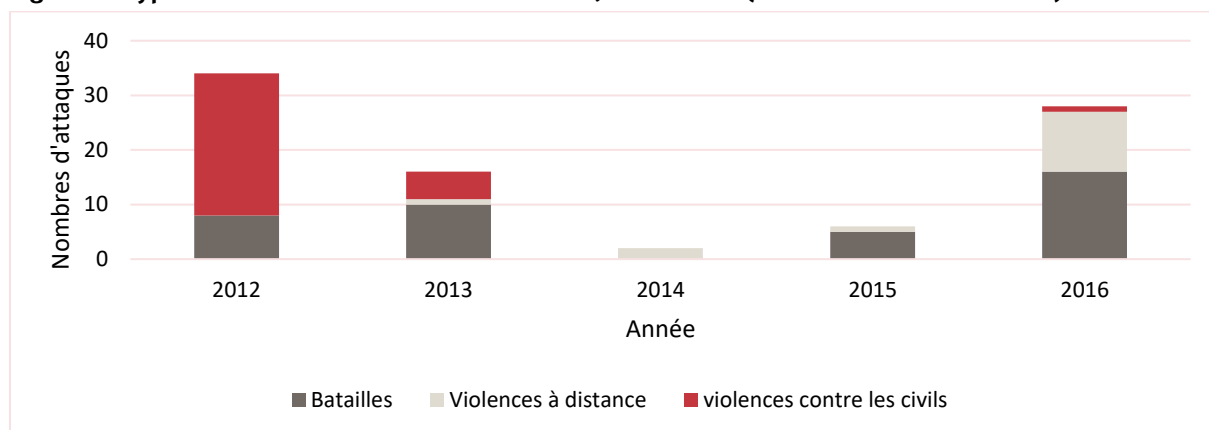
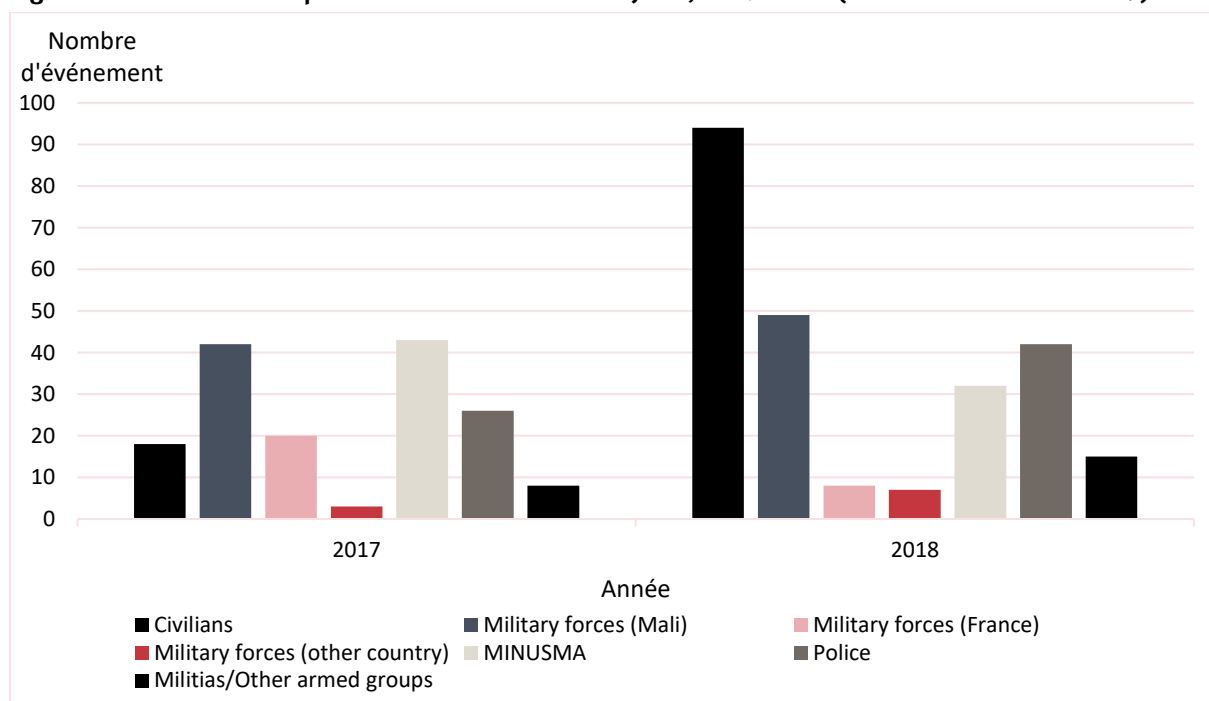


Figure 1 : Cibles des attaques violentes attribuées au JNIM, 2017-2018 (Source: ACLED Data 2019)



Selon la figure 4, les attaques commises par le JNIM en 2017 semblent montrer que le groupe a d'abord suivi la tendance précédemment établie par AQMI et Ansar Dine, en ciblant principalement les forces militaires plutôt que les civils. Cet argument est confirmé par le fait qu'en 2017, Iyad Ag Ghaly a demandé à Kouffa d'arrêter les assassinats ciblés et de se concentrer sur les forces militaires (Entretien avec Ferdaous Bouhlel, juin 2019, Email). Cependant, en 2018, les attaques contre les civils ont commencé à

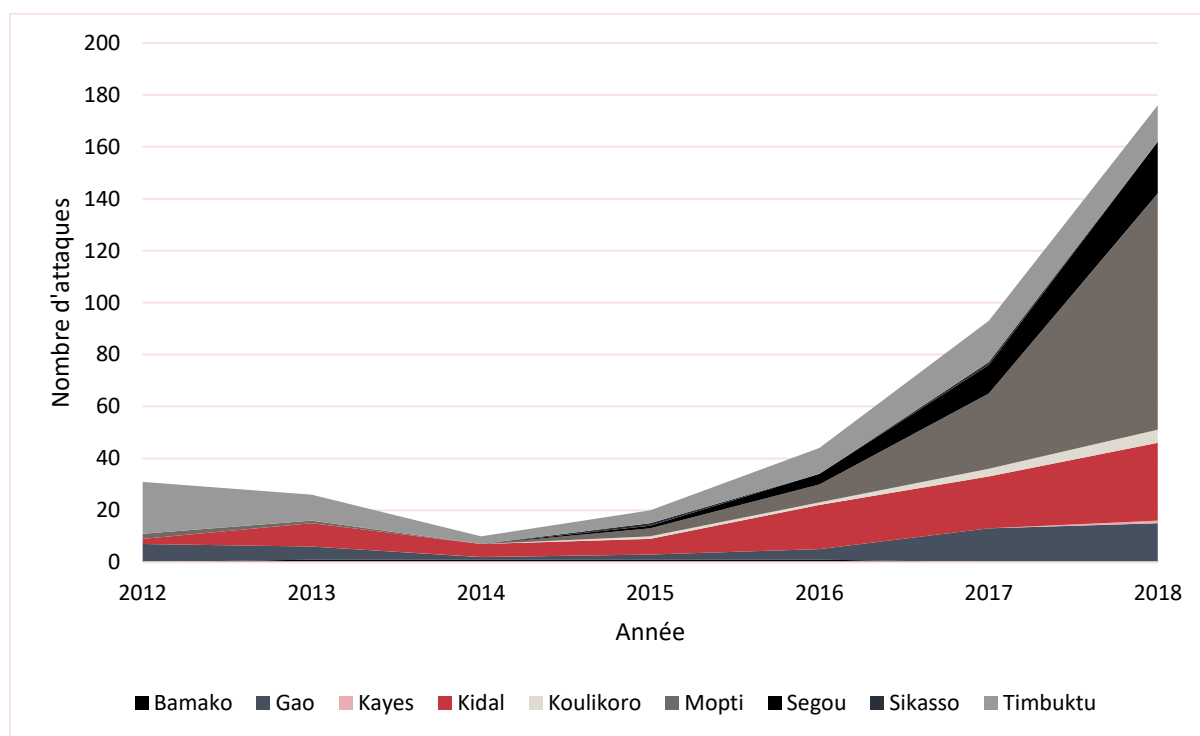
¹⁴ ACLED définit une bataille comme « une interaction violente entre deux groupes armés politiquement organisés à un moment et un endroit donnés ». Selon le livre de code d'ACLED : « La violence à distance se réfère à des événements dans lesquels l'outil permettant d'engager un conflit n'a pas nécessité la présence physique de l'auteur. Il s'agit notamment des bombardements, des attaques à engins explosifs improvisés, des activités des drones, des attaques aux mortiers et aux missiles, etc. La violence à distance peut être exercée sur des agents armés (par exemple, un groupe rebelle actif, une garnison militaire) ou sur des civils (par exemple, un bombardement en bord de route) ». Enfin, la violence contre les civils est définie comme « des actes violents délibérés perpétrés par un groupe politique organisé tel qu'un groupe rebelle, une milice ou une force gouvernementale contre des non-combattants non armés » (Raleigh & Dowd 2015).

augmenter, en nombre et en ampleur. Ces chiffres doivent encore être traités avec prudence car il est parfois difficile de savoir qui a orchestré ces attaques. Les différents mouvements au sein de l'alliance semblent avoir des cibles et des objectifs différents. Les attaques sont négociées entre les dirigeants. La priorité d'Ag Ghaly semble claire : « c'est l'armée et les services de sécurité ». De plus, selon un expert des GASD, « s'il y a eu plus de civils [attaqués par le JNIM], cela ne signifie pas qu'Ansar Dine a changé de comportement et essaie d'attaquer des civils » (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris).

■ Expansion géographique

Avec les capacités opérationnelles croissantes de la Katiba Macina et de son chef Amadou Kouffa, le nombre d'attaques au centre du Mali a considérablement augmenté depuis 2016, et surtout depuis la formation du JNIM. En effet, comme le montre la figure 5, la plupart des attaques ont eu lieu dans la région de Mopti en 2017 et 2018, tandis que les régions de Gao, Tombouctou et Kidal (dans le nord du Mali) ont été proportionnellement moins visées que pendant les premières années du conflit.

Figure 5 : Nombre d'attaques par le JNIM (et ses organisations avant 2017) au Mali par région administrative, 2012-2018 (Source : ACLED Data 2019)



La Katiba Macina a ainsi induit un changement stratégique global au sein du JNIM au Mali. S'appuyant sur un effectif de 4 000 combattants (Counter Extremism Project 2018), la Katiba Macina est devenu un élément clé de la mise en œuvre des attaques, en tant que principal associé du JNIM en 2018 (ACLED Data 2019 ; Le Roux 2019). Les groupes semblent ainsi exprimer plus clairement leurs identités individuelles. Cela montre la dépendance croissante du JNIM à l'égard de la Katiba Macina, à la fois dans sa concentration géographique et dans sa stratégie d'attaque.

L'année 2018 a également vu l'extension des attaques du JNIM au Burkina Faso, visant principalement la police (56,9 % des attaques en 2018). Cela représente un changement de stratégie majeur pour le groupe, mais surtout pour Ansar Dine qui, depuis sa formation, s'était concentré, tant

stratégiquement qu'idéologiquement, sur le Mali. En effet, alors que 79% de tous les événements violents attribués au JNIM ont eu lieu au Mali (473 attaques), la proportion d'attaques au Burkina Faso est passée d'environ 3,1% (5 sur 160) en 2017, à 20,6% (51 sur 247) en 2018, et 56% (37 sur 66) dans les deux premiers mois de 2019. Selon un expert malien, au début de 2019, ce déplacement vers le Burkina Faso semblait n'avoir aucun lien avec le déplacement au centre du Mali car il impliquait Ansaroul Islam¹⁵ plutôt que des groupes maliens comme Ansar Dine ou la Katiba Macina, et pouvait s'expliquer par « *des transferts d'armes et la mobilité des troupes* », entre autres (Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). Mais aujourd'hui, la situation est devenue beaucoup plus floue.

≡ D'une communication silencieuse à une communication active

Plusieurs personnes interrogées ont souligné l'évolution progressive d'Ansar Dine vers une communication plus ciblée et plus active. Un expert a noté, par exemple, que les sources devenaient de plus en plus « *arabisées et médiatisées* », atteignant davantage de personnes grâce à l'utilisation de l'arabe et à une agence médiatique (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris). Un autre expert a déclaré que : « *Dans les premières années, Ansar Dine communiquait très peu mais récemment, depuis la création du JNIM, ils ont une nouvelle agence média et ils produisent beaucoup plus de matériel vidéo que nous pouvons décrypter et analyser. Cette communication sert à justifier la violence et à revendiquer la responsabilité des actions* » (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2018, Berlin). La création d'une branche médiatique spéciale az-Zallāqa (Altuna Galán 2018) a conduit le JNIM à publier 21 vidéos entre mars 2017 et février 2019 (MENASTREAM 2019).

Une analyse des comportements d'Ansar Dine montre une tendance générale à l'escalade de la violence depuis 2011. Faisant désormais partie d'une alliance salafi-djihadiste plus large, Ansar Dine reste une entité intéressante à analyser depuis sa création. En effet, Ansar Dine semble toujours être l'une des entités les plus influentes au sein du JNIM. La section suivante se concentrera sur ses tournants stratégiques depuis sa création.

4. Principaux tournants stratégiques et facteurs de changements

Comme indiqué dans la section précédente, l'évolution d'Ansar Dine n'a pas suivi un cheminement linéaire. En retraçant les dimensions organisationnelles, idéologiques et comportementales de sa trajectoire, on peut cependant identifier quelques tournants clés. Cette section décrira trois tournants stratégiques, que nous définissons dans ce projet comme des étapes majeurs d'évolution comportementale du groupe, vers une escalade ou une désescalade de la violence. L'objectif initial de ce projet de recherche était d'examiner si le changement de comportement est influencé et conditionné par un changement idéologique et organisationnel – par exemple, si les GASD doivent déradicaliser leur vision du monde afin de modérer leur comportement. Comme il était difficile de trouver des informations fiables sur les dynamiques internes d'Ansar Dine, de telles évaluations n'ont pas toujours pu être conduites. Le terme "stratégique" reflète le fait que ces changements découlent d'une décision consciente des dirigeants (qui peuvent être contraints par des facteurs externes, ce qui les incite à s'adapter et à réagir aux changements

¹⁵ Ansaroul Islam est un GASD, qui fait partie du JNIM, dont le leader burkinabé Boureima Dicko (aujourd'hui décédé) était un proche allié de Kouffa. Le groupe a donc des racines et un lien fort avec le conflit au Mali, bien qu'il opère principalement au Burkina Faso (Nsaibia & Weiss 2018).

de leur environnement extérieur). La conceptualisation de nos tournants stratégiques s'inspire principalement des travaux de Soifer (2012), qui définit des conditions permissives et productives pour les tournants critiques (ou moments-charnières) que nous tentons ici d'analyser. Soifer considère que les conditions permissives pour les tournants critiques sont « les facteurs ou conditions qui modifient le contexte général pour augmenter le pouvoir imputable aux capacités d'action et de contingence et donc les perspectives de divergence » (Soifer 2012, 1574). Ces conditions permissives créent une fenêtre d'opportunité, qui ne devient un tournant critique que si des conditions productives sont présentes. Celles-ci sont définies « comme les aspects d'un tournant critique qui façonnent les résultats initiaux divergeant d'un cas à l'autre » (ibid., 1575). Les conditions permissives et productives sont donc individuellement nécessaires mais insuffisantes, et doivent se conjuguer dans un relâchement des contraintes et une capacité d'action accrue pour que le changement se produise, concept appliqué ici aux tournants stratégiques de changement de comportement. Nous examinerons les facteurs internes (intra-groupe, c'est-à-dire organisation et/ou idéologie) et externes (groupe-société, groupe-état, groupe-international) de ces conditions. Une étude de 2015 sur la transformation des groupes armés en mouvements sociaux non violents offre un modèle utile pour démêler les facteurs de changement intra-groupe, sociétal, relationnel (entre acteurs) et contextuel.

Tableau 2 : Mécanismes de changement induisant des sorties de lutte armée (Dudouet, 2015)

Niveaux d'analyse	Mécanismes de changement
Intra-groupe	<ul style="list-style-type: none"> ≡ Changements d'identité, des systèmes de croyance et des choix stratégiques de la part des dirigeants ≡ Dynamiques horizontales et évolution des rapports de force entre dirigeants ≡ Dynamiques verticales à travers la hiérarchie (top-down/bottom-up)
groupe-société	<ul style="list-style-type: none"> ≡ Pression exercée par des alliés au sein d'un mouvement plus large ≡ Mise en coalition avec d'autres forces sociopolitiques ≡ Imitation d'une stratégie dont l'efficacité a été prouvée par d'autres groupes ≡ La "surenchère inversée" pour souligner la distinction avec les concurrents
groupe-Etat	<ul style="list-style-type: none"> ≡ Persistance ou augmentation de l'asymétrie de pouvoir en faveur de l'État ≡ Niveau et nature de la répression policière ou militaire ≡ Incitation sélective et opportunités politiques offertes par l'État
groupe-international	<ul style="list-style-type: none"> ≡ Perte de soutien étranger et recherche de nouveaux alliés ≡ Émulation de modèles régionaux/internationaux jugés efficaces ≡ Transmission transfrontalière des techniques et des compétences

Selon nos recherches, au moins trois changements stratégiques peuvent être identifiés concernant le parcours d'Ansar Dine.

4.1 Tournant stratégique 1 : (dés)escalade autour des négociations de Ouagadougou (2012-2013)

Lorsque les négociations de cessez-le-feu à Ouagadougou entre Ansar Dine, le MNLA et le gouvernement malien se sont enlisées, Ag Ghaly, en coordination avec AQMI, a décidé de lancer des opérations militaires dans le centre du Mali. Cette décision ambiguë peut être décrite comme un tournant décisif, qui a entraîné deux tendances opposées. Premièrement, Ansar Dine était entré dans une voie de désescalade en engageant des négociations avec le gouvernement et le MNLA. Cependant, au lieu de poursuivre cette voie de désescalade, Ag Ghaly choisit une nouvelle escalade et un retour à la violence. La direction d'Ansar

Dine s'est divisée sur cette décision. Des membres quittèrent le groupe pour créer un groupe dissident qui poursuivrait la voie de la désescalade par le biais de négociations. Paradoxalement, le choix de l'escalade par Ag Ghaly a donc également conduit à une désescalade et à un affaiblissement d'Ansar Dine.

L'évolution d'Ansar Dine, d'abord vers le dialogue, puis vers son refus, s'explique en grande partie par des conditions permissives au niveau groupe-Etat et groupe-international, avec des "structures d'opportunité" pour le dialogue, émergeant de l'environnement international. La position ouverte de Blaise Compaoré, le président du Burkina Faso, a joué un rôle clé à cet égard. Il a toujours été très influent dans les pays voisins et a établi des contacts avec tous les groupes armés de la région (Entretien avec Dougoukoulou Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). En outre, l'Algérie a exercé des pressions sur Ansar Dine pour qu'il prenne ses distances avec AQMI et le MUJAO. En effet, parallèlement aux négociations au Burkina Faso, l'Algérie avait engagé des pourparlers avec Ansar Dine et surtout avec son leader Iyad Ag Ghaly. L'objectif clair était de séparer Ansar Dine de ses alliés plus extrémistes, dans la conviction qu'il était possible de négocier avec les acteurs plus "locaux", en particulier le MNLA et Ansar Dine, par opposition aux groupes « djihadistes [plus] globaux » (Lebovich 2013). En outre, la décision d'engager le dialogue a été prise après l'échec de la tentative de création de l'État islamique indépendant de l'Azawad, comme expliqué précédemment.

La condition productive interne pour entamer des négociations s'explique plutôt par les dynamiques de pouvoir interne et les expériences antérieures d'Ag Ghaly en matière de négociations. Ag Ghaly peut également avoir été influencé par un deuxième niveau de dirigeants "modérés", comme le négociateur en chef Alghabass Ag Intallah.

Le 1er janvier 2013, comme le mentionne une source proche de la médiation burkinabé, une délégation d'Ansar Dine aurait remis une plateforme politique au président burkinabé, en charge de la médiation à Ouagadougou. Dans ce document de 17 pages, Ansar Dine appelait à l'autonomie du nord du Mali et à l'application de la charia dans cette région. Ceci exigerait que le Mali choisisse entre la laïcité et l'intégrité territoriale. La plate-forme déclarait : « Il faut accorder à l'Azawad une large autonomie dans le cadre d'un Etat refondé du Mali se démarquant sans ambiguïté de la laïcité » (RFI 2013). Pour une sortie durable de la crise, selon Ansar Dine, « le Mali doit absolument opérer un choix non équivoque entre préserver son intégrité et vivre sa laïcité. Sauver les deux à la fois est hors de question » (ibid.). Mais surtout, Ansar Dine exigeait que « le caractère islamique de l'Etat du Mali soit proclamé solennellement dans la Constitution » (ibid.).¹⁶

Mais deux jours plus tard, le 3 janvier 2013, Iyad Ag Ghaly informa l'agence de presse Sahara Media qu'il avait retiré l'offre de cessation des hostilités faite à Alger le 21 décembre 2012¹⁷. Dans le communiqué publié par Sahara Media (AFP 2013), Iyad Ag Ghaly accusait le gouvernement malien de « mépriser cette offre à laquelle il n'a jamais répondu positivement », alors que cette proposition de cessation des hostilités a été « arrachée » par des intermédiaires à l'issue de « rudes négociations ». Il se disait cependant disponible pour « l'ouverture de nouvelles négociations même si [Ansar Dine] n'a jamais décelé une volonté réciproque chez l'autre partie » (en référence au gouvernement malien). Le 7 janvier, plusieurs convois de pick-ups lourdement armés avancèrent vers Boré, à 25 km des positions maliennes. L'armée malienne tira des "coups de semonce" dans la nuit du 7 au 8 janvier, puis progressa entre Konna et Douentza. Les salafi-djihadistes reculèrent.

¹⁶ Cette déclaration spécifique a été faite dans un contexte d'instabilité croissante dans le centre du Mali. En effet, des dizaines de djihadistes d'Ansar Dine et d'AQMI s'étaient rassemblés à Bambara-Maoudé, situé entre Tombouctou et Douentza, alors contrôlé par les djihadistes (RFI 2013). L'intention derrière ces activités n'est pas claire. Selon certaines sources, il s'agissait de faire pression sur les négociations à Ouagadougou alors que pour d'autres, les djihadistes avaient l'intention d'avancer vers le sud du Mali (ibid.).

¹⁷ A cette date, Ansar Dine et le MNLA se sont dit prêts à mettre fin aux hostilités au Mali et à négocier avec les autorités après que le Conseil de sécurité des Nations unies ait mandaté le déploiement d'une force internationale contre les djihadistes occupant le nord du pays.

Le 10 janvier, les émissaires d'Ansar Dine décidèrent de rencontrer le gouvernement malien et le MNLA, à Ouagadougou, pour de nouvelles discussions malgré les annonces d'Ag Ghaly. Le même jour, Ag Ghaly dirigea personnellement l'attaque du village de Konna, dans la région centrale de Mopti, montrant de façon flagrante l'incohérence interne du groupe. L'attaque de Konna était la première fois en neuf mois qu'Ansar Dine combattait l'armée malienne. D'intenses combats eurent lieu et l'armée malienne dût se replier vers Sevare. Dans une déclaration, Ansar Dine présenta les justifications suivantes pour sa décision d'avancer vers le sud (Abu Al-Ma 'ali 2014) :

- ≡ L'agression contre des innocents et des membres non armés de "notre peuple" par le régime raciste malveillant ;
- ≡ Échec de l'initiative d'Ansar Dine visant à trouver une solution pacifique par la négociation ;
- ≡ La préparation de la France et de ses alliés à intervenir militairement contre les soi-disant terroristes;
- ≡ Des informations confirmées concernant une attaque imminente de l'armée malienne dans le nord alors qu'Ansar Dine étudiait les possibilités de négociation et consolidait son appareil administratif dans les zones sous son contrôle.

Même s'il est difficile d'identifier des informations expliquant cette escalade, il semble que les négociations n'aient pas répondu aux préoccupations d'Ag Ghaly et qu'AQMI ait réussi les convaincre de leur stratégie violente. Avant cela, Ag Ghaly avait toujours montré son attachement à son identité touareg. Ceci montre également les potentielles opportunités manquées du processus de Ouagadougou. En effet, selon Mathieu Guidère : « *son attachement à l'Azawad est réel. Si on lui avait offert un poste de dirigeant de l'Azawad dans un émirat islamique, par exemple, pourquoi pas ? Il aura des difficultés à faire allégeance à un État islamique en raison de son attachement à son identité touareg. Si on lui avait offert le statut d'Azawad islamique autonome, alors cela aurait pu être possible* » (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris).

Une autre conséquence majeure de l'avancée d'Ansar Dine dans le centre du Mali fut la plus grande défection qu'Ansar Dine n'ait jamais connue. En effet, l'émir adjoint, Cheikh Ag Aoussa, et le négociateur en chef Alghabass Ag Intallah, ainsi que l'éminent commandant Ahmed Ag Bibi, firent défection avec des dizaines de combattants Ifoghas et déclarèrent leur rejet du comportement actuel du mouvement. Cela souligne une fois de plus la mainmise sur le contrôle d'Ansar Dine de la part d'Ag Ghaly en tant que seul leader et décideur du groupe. Chaque fois que les dirigeants ou les combattants ne sont pas d'accord avec lui, ils doivent faire défection. Il n'y a pas de place pour des alternatives à Ag Ghaly au sein d'Ansar Dine. En janvier 2013, les transfuges formèrent donc le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), affirmant dans une déclaration qu'ils voulaient aller vers une solution pacifique. Plus tard, le 19 mai, le groupe rejoint le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA).

4.2 Tournant stratégique 2 : Une cessation trompeuse des hostilités ? (2013-2014)

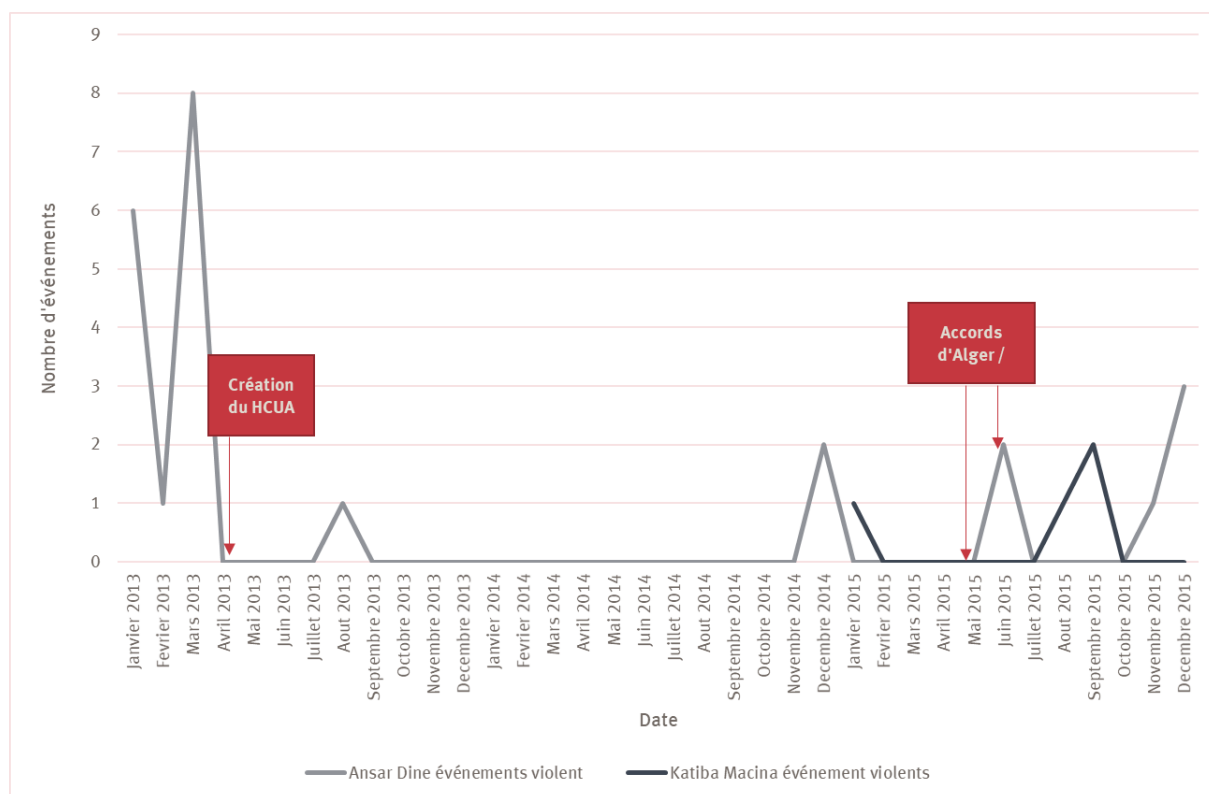
Entre octobre 2013 et octobre 2014, Ansar Dine ne mena aucune attaque. La plupart des analystes attribuent cette phase "dormante" au fait qu'Ansar Dine aurait reconstitué ses forces après que l'opération Serval ait repris les villes de Kidal, Gao et Tombouctou et poussé le groupe salafi-djihadiste à se cacher (Stanford University 2016). L'intervention française et la perte de contrôle du territoire représentent la condition permissive, car elles ont créé la fenêtre d'opportunité pour ce changement stratégique. Cette phase de changement comportemental semble donc avoir été forcée par des éléments extérieurs, plutôt que par une décision du groupe et d'Iyad Ag Ghaly. En effet, les forces du groupe ont été fortement affaiblies après l'opération française et la formation des groupes dérivés du MIA puis du HCUA (Maïga

2016). On peut donc considérer que des facteurs externes au niveau groupe-Etat et surtout l'intensification de la répression étatique (soutenue par d'autres États) ont formé cette condition permissive. L'affaiblissement du groupe est assez évident au vu du nombre d'attentats, qui a considérablement diminué au moment de la scission (avril-mai 2013) et n'a repris qu'en décembre 2014, soit plus d'un an et demi plus tard (figure 6). Cela ne constituerait pas en soi un tournant stratégique. Cependant, nous soutenons que le changement de comportement n'a pas été simplement imposé à Ansar Dine, mais qu'il représente un choix stratégique conscient de la part du groupe et d'Ag Ghaly de se cacher.

Les structures organisationnelles internes ont été la principale condition productive de ce tournant stratégique. Avec l'opération Serval et le début des pourparlers préliminaires de paix, plusieurs membres d'Ansar Dine sont partis, notamment des membres de la tribu touareg Ifoghas, craignant d'être marginalisés dans les pourparlers de paix (Maïga 2016). Le départ d'Alghabass Ag Intallah a constitué un tournant pour Ansar Dine, car il était le visage politique du mouvement (Touchard et al. 2012). En plus de perdre des combattants dans la bataille contre les forces françaises, Ansar Dine a donc également perdu des personnalités de haut rang et a pris la décision de rester caché tout en se réorganisant.

Deux indices principaux indiquent un choix conscient. Tout d'abord, les témoignages de Maliens vivant dans des villages encore contrôlés par Ansar Dine en 2013-2014 montrent qu'Ansar Dine affirmait publiquement sa volonté de faire profil bas (Follorou 2014). Deuxièmement, Ansar Dine n'a pas communiqué pendant toute cette période, à l'exception d'une vidéo le 29 juillet 2014. Dans cette vidéo, Iyad Ag Ghaly déclare qu'Ansar Dine est toujours actif et qu'il cible les forces MINUSMA et françaises (Grossman 2014), bien qu'Ansar Dine ne soit responsable d'aucune attaque depuis octobre 2013. La condition permissive a disparu en septembre-octobre 2014, après qu'Ansar Dine ait reconstitué ses forces. Un changement dans les conditions productives (avec la remobilisation des forces) a mis fin à la condition permissive (car Ansar Dine avait la force de lutter contre la répression de l'État) (Soifer 2012).

Figure 6 : Événements violents attribués à Ansar Dine et à la Katiba Macina, 2013-2015 (Source : ACLED Data 2019)



Il s'agit d'un tournant critique car l'organisation, l'idéologie et le comportement du groupe en ont été irrémédiablement modifiés. Perdant du terrain et des membres, Ansar Dine devait s'adapter s'il voulait survivre. Ne menant aucune attaque, Ansar Dine semble s'être réorganisé, avoir adapté son idéologie et avoir pris la décision stratégique de se comporter différemment.

Sur le plan organisationnel, le groupe s'est encore plus recentré autour d'Ag Ghaly, qui était le seul leader légitime restant. Cette légitimité a été renforcée par la formation de la Katiba Macina en janvier 2015, et les déclarations répétées de son leader, Amadou Kouffa, selon lesquelles Ag Ghaly était la seule personne légitime à qui parler (Bouhleb 2020).

Sur le plan idéologique, la perte de la partie la plus pragmatique du groupe, ainsi que les négociations en cours des dirigeants Touaregs avec le gouvernement malien, ont fait qu'Ag Ghaly n'avait plus à satisfaire cette partie de sa base autant qu'il ne l'avait fait aux premiers jours d'Ansar Dine. La progression vers une idéologie plus stricte et plus radicale s'est traduite par une évolution du discours du groupe et de son dirigeant vers une dénonciation de l'accord d'Alger et des menaces contre des anciens alliés (RFI 2015).

Enfin, ce changement de comportement, qui a duré un an, a également eu un impact sur la stratégie future de l'organisation. Dénonçant publiquement l'accord de paix et ses acteurs (mouvements touaregs, gouvernement malien, forces militaires nationales et étrangères), Ansar Dine a de plus en plus ciblé ces acteurs en 2015, s'éloignant des attaques contre les civils. L'augmentation des attaques fin 2014 et en 2015 coïncide également avec la négociation et la signature de l'accord d'Alger/Bamako (figure 6). En outre, le groupe a cessé de gouverner des villes entières, et s'est plutôt concentré sur des katibas¹⁸ plus petites. À partir de 2015, Ansar Dine a adopté un comportement plus proche de l'insurrection que de la gouvernance et a commencé à mener des attaques à grande échelle en coopération très étroite avec AQMI, comme l'attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako (Boutellis & Zahar 2017). Cela a finalement conduit à une coopération officielle entre les deux groupes, alliés à Katiba Macina et al-Mourabitoun par l'intermédiaire du JNIM.

4.3 Tournant stratégique 3 : la création de la JNIM, un changement d'orientation majeur (2017)

La formation du JNIM en mars 2017, c'est-à-dire l'alliance formelle des principaux groupes salafidjihadistes au sein d'une organisation commune, dirigée par le leader historique, Iyad Ag Ghaly, a coïncidé avec le dernier tournant stratégique important d'Ansar Dine. Pour la première fois, Ansar Dine a étendu son programme à d'autres territoires en dehors du Mali et a adopté des stratégies communes avec d'autres groupes, et l'adoption d'un programme transnational (Tobie 2017) (voir figure 1).

La formation du JNIM, qui a permis aux GASD agissant au Mali de fusionner leurs forces, était, pour certains chercheurs, une réponse à la création du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie et Niger) (Lounnas 2018). Certains affirment également que la création du JNIM est une réponse directe à la montée de l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) dans la région et doit être interprétée comme une déclaration des groupes affiliés à Al-Qaïda de leur différence par rapport à l'EIGS, et donc comme une sorte de surenchère inversée (Maiga & Assanvo 2017 ; Mémier 2017). Enfin, la mort de Cheikh Ag Aoussa (HCUA), ancien allié d'Ag Ghaly, et chargé de préparer le dialogue politique, a été signalée comme un événement

¹⁸ Une *katiba* est une unité ou un groupe de combattants. Le mot est généralement utilisé dans les régions d'Afrique du Nord et du Sahel.

déclencheur poussant Ag Ghaly vers le djihad international, puisqu'il ne voyait plus d'autre recours (Entretien avec Yvan Guichaoua, mai 2019, Téléphone). Les hypothèses sur la création de l'alliance ne seront toutefois pas discutées ici, car nous considérons la formation du JNIM (et les changements dans la dynamique horizontale et verticale de l'organisation) comme la condition permissive¹⁹ du tournant stratégique et non comme le tournant stratégique lui-même.

L'alliance fut un changement organisationnel qui a permis un tournant stratégique de comportement en augmentant la capacité du groupe à mener des attaques. Ansar Dine, qui fait maintenant partie du JNIM, a modifié ses cibles, ses domaines d'action et a connu une augmentation du nombre et de la fréquence des attaques. Les conditions productives pour ce moment critique semblent être externes et comportent deux volets. D'une part, au niveau 'groupe-société', la pression des alliés et la formation d'une coalition ont joué un rôle dans l'évolution d'Ansar Dine et l'ont poussé à utiliser les forces mises en commun pour obtenir un impact plus important. D'autre part, au niveau de l'analyse 'groupe-international', la formation de HTS en Syrie²⁰ (Göldner-Ebenthal & Elsayed 2019), qui a été applaudie par l'alliance, a peut-être joué un rôle d'émulation (Joscelyn 2017).

Les conséquences idéologiques du troisième changement stratégique semblent pour l'instant minimales. En effet, comme il le montre dans sa communication, le JNIM incarne toujours la tension – qui caractérisait déjà Ansar Dine – entre l'idéologie locale et l'idéologie globale (Tobie 2017). Le principal changement idéologique semble être le passage d'une organisation qui défie l'État à une organisation qui rejette le modèle d'État wébérien. Ceci est une caractéristique que Maher (2016) utilise pour classer les GASD. Le groupe rejette désormais (par la violence) l'État et le système international, alors qu'auparavant il les contestait simplement (par la violence et l'activisme). Ce changement a commencé à se produire en 2014-2015, lorsque Ag Ghaly a perdu ses principaux alliés Touaregs maliens. La formation du JNIM a officialisé ce changement et a lentement transformé l'idéologie et la stratégie d'Ansar Dine en une idéologie et une stratégie régionales. Cependant, ce changement est nuancé. Ag Ghaly parle de « [son] peuple du Mali et de l'Azawad » dans une vidéo de juillet 2018 dénonçant l'élection présidentielle malienne (Lyammouri 2018). Si ses succès militaires s'étendent au-delà du territoire malien, de nombreux experts s'accordent à dire que ses objectifs politiques restent locaux (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2018, Berlin ; Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris ; Entretien avec Ferdaous Bouhlel, juin 2019, Email). L'idéologie n'est pas locale, mais elle est destinée à être appliquée au niveau local (Lebovich 2013 ; Solomon 2015).

La formation du JNIM a toutefois entraîné une nette évolution des comportements et de l'organisation. En deux ans, le JNIM a déplacé son centre d'intérêt malien de Kidal et Tombouctou à Mopti et a commencé à agir au Burkina Faso, tandis que la Katiba Macina a pris de l'importance. En effet, Mopti a représenté 16 % des attaques (7 attaques) des GASD au Mali en 2016, 31 % (29 attaques) en 2017 et 52 % (91 attaques) en 2018 (données ACLED 2019). Ce changement de comportement s'est opéré progressivement, en même temps que des changements au sein de l'organisation. En 2018, la communication externe du groupe a montré une focalisation sur la communauté peule (à laquelle Kouffa appartient et qu'il tente de mobiliser pour le djihad) et plus d'apparitions et de temps d'antenne pour Kouffa lui-même au sein du JNIM. Le deuxième changement de comportement du JNIM a été un déplacement et une augmentation des attaques au Burkina Faso en 2018. Simultanément, certaines données et témoignages (Nsaiibia & Weiss 2018 ; ACLED Data 2019) indiquent que le JNIM se rapproche du GASD Ansaroul Islam basé au Burkina Faso. Le groupe était l'acteur secondaire d'une attaque menée par le JNIM en 2018, mais avait déjà été lié à trois attaques du JNIM en janvier et février 2019 (ACLED Data 2019). Cela pourrait être le début d'un nouveau

¹⁹ On suppose que la formation de la JNIM a été le résultat d'un autre moment charnière, pour lequel les conditions de permissivité et de production ne sont pas encore clairement établies.

²⁰ Hayat Tahrir al Sham, une puissante alliance de groupes armés syriens salafi-djihadistes formée en janvier 2017.

changement organisationnel pour le JNIM. De plus, avec la mort de Djamel Okacha en février 2019, AQMI a perdu son leader dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Ceci est particulièrement important en raison du poids d'AQMI au sein du JNIM. En effet, AQMI est un élément clé du JNIM, qui lui a prêté allégeance. Djamel Okacha s'était classé au deuxième rang en termes d'ancienneté au sein de l'organisation, et le groupe est considéré comme la partie la plus importante de l'alliance (Lebovich 2018). L'importance d'AQMI est toutefois sujette à interprétation car elle est essentiellement perçue en comparaison avec la diminution apparente de l'importance d'Ansar Dine et d'Ag Ghaly au sein du JNIM, sur lesquels les désaccords entre experts persistent (Thurston 2018a).

Enfin, le plus fort changement de comportement provoqué par la formation du JNIM a été le retour au ciblage des civils pour les GASD (dont Ansar Dine) au Mali. Au total, 30 % des attaques (139 sur 473) attribuées au JNIM depuis sa création jusqu'en février 2019 visaient les civils, ce qui en fait la cible principale. En outre, le nombre de civils pris pour cible a augmenté depuis la formation du groupe, passant de 11,25 % (18 attaques sur 160) en 2017, à 38,06 % (94 attaques sur 247) en 2018, à 40,91 % des attaques (27 sur 66) au cours des deux premiers mois de 2019 (ACLED Data 2019).

Maintenant que les tournants stratégiques passés ont été identifiés, la section suivante tente d'examiner de potentielles futures tendances de désescalade en continuant de se focaliser sur les voies d'escalade et de désescalade de la violence. Les tendances passées peuvent en effet nous donner des indices sur la manière dont l'organisation pourrait évoluer et réagir aux développements externes.

5. Possibles scénarios futurs de désescalade

En s'appuyant sur les travaux d'Emy Matesan (2016), nous avons identifié deux scénarios possibles de désescalade pour Ansar Dine : la neutralisation et l'adaptation. Emy Matesan développe des scénarios idéaux-typiques de désescalade basés sur une « conceptualisation tripartite de l'engagement dans la violence » (Matesan 2016). Ceci concerne les trois dimensions que nous avons explorées dans cet article : idéologie, organisation et comportement. Ces trois dimensions jouent un rôle distinct dans l'engagement dans la violence et doivent être considérées séparément si nous voulons comprendre l'évolution globale du groupe. Ici, nous nous concentrerons sur les voies possibles de désescalade. Cependant, il est également possible qu'Ansar Dine et le JNIM s'enfoncent encore plus dans la violence à l'avenir. En effet, un autre scénario est que le conflit continue avec « *une violence accrue, plus de recrutement et peu d'options de dialogue* » (Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris).

Dans ses recherches, Emy Matesan a identifié trois voies de désescalade pour les groupes armés salafit-djihadistes. Premièrement, un groupe suit une voie de neutralisation lorsqu'il « perd sa capacité militaire à entreprendre une action armée, mais n'arrive jamais à un point où il délégitime la violence comme tactique » (Matesan 2016). Un groupe peut également suivre une voie de désescalade par adaptation, en décidant de donner la priorité à la non-violence plutôt qu'à l'action violente, comme « adaptation stratégique et de principe face à l'environnement social et politique » (ibid.). Enfin, la désescalade peut aussi se faire par la désillusion, c'est-à-dire par un chemin « de désescalade globale sur les trois dimensions, qui est initié et conduit par les dirigeants de l'organisation, qui sont désillusionnés par leur cause et revoient leurs vues sur l'opportunité d'une action armée » (ibid.). Nous examinerons les deux premiers scénarios, car une désillusion totale du groupe, c'est-à-dire un changement complet dans les trois dimensions, semble très peu probable à court ou moyen terme étant donné son parcours d'escalade passé.

5.1 Neutralisation

Un scénario de neutralisation signifierait qu'Ansar Dine/JNIM ne peut plus compter sur la violence, car cette option leur a été retirée. Cela pourrait se produire par une répression réussie et/ou la capture/le meurtre du/des chef(s). En effet, les forces armées maliennes et françaises, avec l'aide du G5 Sahel, ciblent les dirigeants du JNIM depuis la création du groupe et ont jusqu'à présent signalé la mort de plusieurs dirigeants de niveau intermédiaire, ainsi que la mort du dirigeant régional d'AQMI, Djamel Okacha, fin février 2019. La stratégie poursuivie par l'armée française et ses alliés pourrait être décrite comme une stratégie de "la pelouse tondue" ou de "l'herbe coupée". En effet, sachant qu'elle ne dispose pas d'une capacité militaire suffisante pour détruire les GASP au Mali, l'armée française tente de tuer le plus grand nombre possible de combattants par des tirs de missiles et d'obtenir ainsi quelques mois de paix relative (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2019, Berlin).

Matesan (2016) souligne également qu'une réaction de rejet populaire pourrait entraîner la neutralisation du groupe. En ce qui concerne Ansar Dine en tant que sous-composante du JNIM, une réaction de rejet ne semble pas être un scénario probable. En effet, Iyad Ag Ghaly peut s'appuyer sur des liens anciens et complexes avec les dirigeants locaux dans son cœur du nord du Mali (Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). En ce qui concerne le JNIM en tant qu'entité globale, une réaction de rejet populaire est un scénario plus probable. Comme l'entité continue à augmenter le nombre, la fréquence et l'ampleur de ses attaques, en particulier contre des cibles civiles, il est probable que le JNIM perde le soutien populaire mais aussi le soutien des combattants. Toutefois, cet argument semble plus pertinent pour le JNIM en général que pour Ansar Dine, qui n'a jamais vraiment été favorable aux attaques contre les civils. Sa cible principale reste les forces militaires (internationales) (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris ; Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris). La réaction de la population peut également être incarnée par les milices antiterroristes et d'autodéfense, qui se sont particulièrement développées dans le centre du Mali. L'utilisation de ces milices par l'État malien et son allié français pourrait toutefois avoir l'effet inverse. En effet, le ciblage constant des Peuls et le nettoyage ethnique envers cette communauté alimentent les griefs des Peuls. Cette tactique a pris une nouvelle ampleur avec le massacre du village d'Ogossagou le 23 mars 2019, où une milice du Dogo a tué au moins 157 personnes, toutes peules (Le Cam 2019). Il y a donc une possibilité que ces griefs soient exploités par le JNIM, qui a appelé les Peuls au djihad. Cependant, un expert de la région centrale du Mali a des doutes sur cette option, soulignant que les habitants du centre ne sont « *pas vraiment favorables à une plus grande présence du GASP et ne l'accepteront pas* ». Parallèlement, il soutient qu'au Mali central, les habitants ne sont pas trop préoccupés par la religion (Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris).

En outre, l'armée française est de plus en plus considérée comme une force d'occupation (Bensimon 2019 ; Guichaoua 2019), et les violations des droits humains et du droit humanitaire commises par les membres des forces armées maliennes et des autres forces armées du G5 Sahel font que les armées ne sont ni appréciées ni respectées (AMDH & FIDH 2018). Ces efforts militaires de lutte contre le terrorisme n'ont pas amélioré la situation sur le terrain. Au contraire, ils ont accru l'inquiétude populaire et ont eu un impact négatif sur l'opinion publique concernant les forces internationales au Mali. De plus, la stratégie consistant à tuer les membres du JNIM ne fait qu'augmenter le nombre de recrues. En menant des frappes ciblées, la France élimine certes les combattants djihadistes, mais elle élimine également les personnes au profil plus ambigu, comme les partisans du JNIM sans fonction militaire, dont la mort peut rencontrer la désapprobation locale et perturber les tentatives de dialogue politique. Les dirigeants éliminés sont souvent remplacés par des djihadistes plus jeunes, enclins à multiplier les actions violentes pour affirmer leur nouveau leadership. Selon la plupart des experts régionaux, la stratégie française de boycott de toute forme de dialogue nie les réalités sur le terrain. « Des canaux de communication, directs ou non, sont

d'ores et déjà établis au Niger, au Burkina Faso ou au Mali. Ces dialogues sont ardues et empreints de méfiance, mais ils peuvent progresser » (Collectif de chercheurs 2018).

Une neutralisation totale ne semble donc pas tout à fait possible, mais il existe des moyens d'affaiblir le groupe, surtout après la mort d'Okacha. Comme l'a suggéré Andrew Lebovich après l'annonce (ultérieurement démentie) de la mort d'Amadou Kouffa, la mort d'un leader djihadiste peut générer une dynamique pour que le gouvernement malien (et français) change son approche de la résolution des conflits (Lebovich 2018). En effet, si l'affaiblissement temporaire du groupe est une opportunité pour l'État de retourner dans la région où le groupe est actif, il doit le faire en mettant davantage l'accent sur les questions de justice et de prestation de services, afin de ne plus être considéré comme une force prédatrice (ibid.). D'un autre côté, cela pourrait offrir une opportunité, soit pour les dirigeants plus modérés d'AQMI de se soulever au sein du JNIM, soit pour les dirigeants plus radicaux de prendre le relais, ce qui pourrait conduire à la scission de l'alliance. L'élan actuel pourrait ainsi être saisi, mais le dialogue avec les GASD ne devrait pas être uniquement lié à la neutralisation des groupes et à la répression de leurs adeptes. En effet, comme nous l'avons vu, les gouvernements malien et français devraient être prudents avec leur stratégie de neutralisation, car elle pourrait renforcer leur perception populaire en tant que forces prédatrices. De plus, la répression ne peut pas conduire à une transformation durable du conflit, car elle ne résout aucune de ses causes profondes.

5.2 Adaptation

Au moment de la rédaction de ce document, un scénario d'adaptation par la négociation avec Ansar Dine et la Katiba Macina (tous deux encore considérés comme des acteurs locaux ayant des griefs locaux) a été décrit comme l'option préférée par la plupart des experts et des acteurs (Conférence d'Entente Nationale 2017 ; Collectif de chercheurs 2018 ; International Crisis Group 2019 ; Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris ; Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, avril 2019, Paris), mais a également été perçue comme moins probable qu'un scénario de neutralisation.²¹ Cela est principalement dû au fait que cela nécessiterait un changement d'approche et de stratégie de la part du gouvernement malien (et de ses alliés, en particulier la France) et des organisations membres du JNIM (en particulier Ansar Dine et Katiba Macina). Cependant, comme suggéré ci-dessus, la mort de Djamel Okacha, qui a été confirmée par le JNIM, pourrait générer un élan pour une nouvelle approche du conflit, ouvrant des espaces pour l'engagement du dialogue.

Le dilemme de s'engager avec ce mouvement salafi-djihadiste au Mali a été exprimé lors de la Conférence d'entente nationale, qui s'est tenue à Bamako du 27 mars au 2 avril 2017. Les participants ont proposé un plan d'action pour rassembler les différentes parties prenantes et entamer un processus de dialogue national afin de parvenir à un accord sur un large éventail de sujets (Sy et al. 2018). La légitimité d'un tel processus, sa mise en œuvre et le manque de représentation pendant toute la conférence ont été fortement critiqués par la société civile et les groupes d'opposition. Les mouvements salafi-djihadistes n'ont pas pris part à la conférence. Il est intéressant de noter que plusieurs appels à l'engagement et au dialogue avec certains salafi-djihadistes ont été lancés lors de la conférence. Le document final souligne la nécessité de « promouvoir une culture de paix et de dialogue avec tous les fils de la nation, y compris les islamistes maliens, une fois que leurs préoccupations, comprises, n'entament pas l'unité nationale et

²¹ Depuis la rédaction de cette étude de cas, le président malien a annoncé l'ouverture d'un dialogue avec Amadou Kouffa et Iyad Ag Ghaly, ouvrant la porte à un scénario d'adaptation pour Ansar Dine et la Katiba Macina, et à une sortie de conflit négociée. Il a ainsi déclaré : « J'ai le devoir et la mission de créer tous les espaces possibles et de tout faire pour que, par un biais ou un autre, nous parvenions à un apaisement. Le nombre de morts dans le Sahel devient exponentiel. Je crois qu'il est temps que certaines voies soient explorées. » (Diallo & Roger 2020)

les fondements de la République ». Les recommandations vont même plus loin, affirmant que pour résoudre la crise actuelle, il est nécessaire de « négocier avec les belligérants du centre en l'occurrence Ahmadou KOUFFA » et de « négocier avec les extrémistes religieux du Nord, notamment Iyad Ag GHALI tout en préservant le caractère laïc de l'Etat » (Conférence d'Entente Nationale 2017). Les autorités françaises ont fermement rejeté cette proposition, le ministre des affaires étrangères Jean-Marc Ayrault ayant déclaré "Comment négocier avec les terroristes ? C'est un combat sans ambiguïté" (Reuters 2017, in : Thurston 2018b, 14). Selon Thurston (ibid.), cette position forte exprimée par son allié français a conduit le gouvernement malien à changer de position et à s'opposer aux négociations.

Matesan (2016) insiste sur la nécessité d'ouvrir des portes de sortie de la violence. Les gouvernements malien et français ont cherché à encourager les désengagements individuels des GASD, par exemple en utilisant le HCUA comme "coquille" pour les transfuges du JNIM, afin de les réintégrer comme combattants anti-terroristes (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2019, Berlin). C'est un premier pas vers la sortie de la violence salafi-djihadiste, mais cela ne conduit pas les anciens membres du JNIM à renoncer totalement à la violence. Dans le cadre de l'accord de paix, des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) ont été conçus pour les anciens combattants Touaregs des mouvements séparatistes. Il existe donc une certaine volonté de la part de l'État malien de réintégrer les anciens rebelles, qui pourrait être renforcée en étendant ces programmes aux combattants djihadistes désengagés.

L'adaptation, d'autre part, devrait également inclure un changement stratégique du groupe lui-même, vers une disposition à s'engager dans le dialogue ou la négociation. Un tel changement de stratégie semble peu probable étant donné l'ampleur et la fréquence des attaques attribuées au JNIM au cours des derniers mois. Cependant, cette escalade tactique ne semble pas avoir été accompagnée d'une augmentation du nombre de membres, du contrôle territorial, du pouvoir politique et du soutien local au JNIM et à ses organisations affiliées. Il n'y a pas non plus eu d'application plus importante de la charia dans la région, qui est le principal objectif déclaré de l'organisation. Les membres et les dirigeants du JNIM pourraient également décider de s'éloigner de la violence et d'essayer une approche différente sans délégitimer l'usage de la violence. L'intérêt personnel d'Ag Ghaly (The Observers 2012), la structure cohésive du groupe et la légitimité de ses dirigeants pourraient jouer un rôle positif dans ce scénario. Ce scénario, cependant, conduirait probablement à une scission au sein du JNIM, puisqu'AQMI n'a aucun objectif politique national et peu de liens directs avec la population locale, et donc peu d'intérêt pour les possibilités de dialogue au niveau national. Les avis des experts sur le dialogue avec les GASD indiquent également que l'allégeance à Al-Qaïda est très difficile à briser. Toute tentative de couper les liens serait interprétée comme une manœuvre tactique plutôt que comme une véritable décision (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2019, Berlin). Bien qu'il n'existe pas de directives claires sur la manière de se désengager d'Al-Qaïda tout en s'engageant dans le dialogue, nous pourrions envisager comme issue potentielle un désengagement du groupe par Al-Qaïda, c'est-à-dire une scission entre AQMI et les autres groupes au sein du JNIM. Les experts s'accordent également à dire que le JNIM est toujours une alliance et non une fusion, ce qui signifie qu'Ansar Dine a toujours son propre programme. En outre, « *chaque groupe s'est établi sur un territoire différent et a donc des stratégies différentes* », ce qui pourrait potentiellement conduire à des stratégies d'adaptation pour certains des groupes au sein du JNIM. Ag Ghaly semble avoir toujours été « *un homme de dialogue* » et un scénario où « *le Mali et la société civile proposent une autonomisation dans le nord du Mali avec une région autonome, avec une supervision internationale si nécessaire* » pourrait être possible. Un autre scénario, bien que moins probable, après l'adaptation du JNIM, serait, « *que la force du G5 Sahel continue et concède la réalité qu'il y a aujourd'hui une renaissance islamique pour que nous puissions accepter une République islamique au Mali* » (Entretien avec Mathieu Guidère, avril 2019, Paris). Bien que ce ne soit pas le plus probable, c'est un scénario pertinent qu'il faut garder à l'esprit.

6. Conclusion

Ansar Dine est une organisation salafi-djihadiste relativement jeune par rapport aux autres GASD étudiés pour ce projet (al-Shabaab en Somalie et Ahrar Al-Sham en Syrie) et aux groupes similaires présents dans la région du Sahel ou ailleurs. Il est intéressant de noter qu'au début, le groupe était moins extrême qu'il ne le semble aujourd'hui. Le leader Iyad Ag Ghaly est devenu plus extrême sur le plan idéologique, mais s'est également rapproché des GASD plus extrêmes de la région et a opté pour un usage plus impitoyable de la violence. Si au départ, « *de nombreux experts ont plaidé en faveur d'un engagement avec lui, la plupart s'accordent aujourd'hui à dire qu'il est trop tard* » (Entretien avec Yvan Guichaoua, janvier 2019, Berlin). Tout au long de notre étude de cas, nous avons d'abord analysé la présence croissante des GASD dans la constellation du conflit, ainsi que le rôle important joué par l'intervention armée (internationale et surtout française), et la montée des tensions dans le centre du pays. En approfondissant l'étude d'Ansar Dine en tant que groupe, nous avons remarqué que toutes les évolutions organisationnelles, idéologiques et comportementales s'appuyaient sur le chef du groupe, Iyad Ag Ghaly. La centralité de sa figure est particulièrement évidente en ce qui concerne les changements stratégiques. Ag Ghaly semble être celui qui prend les décisions (jusqu'à présent vers l'escalade), poussé par des événements extérieurs (intervention armée française), des changements organisationnels (scission après les pourparlers de Ouagadougou), ou des alliances changeantes (alignement avec AQMI et formation ultérieure du JNIM). Le niveau idéologique semble également jouer un rôle, en forte corrélation avec les évolutions organisationnelles.

La Conférence d'Entente Nationale a recommandé, sur la base de leur identité malienne et de l'utilité perçue du dialogue pour mettre fin au conflit un engagement avec Ag Ghaly et Kouffa. Dans des conversations privées, les parties disent vouloir le dialogue (Bouhlel 2020). Dans le même temps, la stratégie militaire n'offre pas vraiment de meilleures perspectives pour le Mali, qui s'enfonce de plus en plus dans la violence et les complexités. En effet, la désescalade forcée (comme celle qui a eu lieu en 2014) n'a pas conduit à une désescalade durable mais plutôt à une activité souterraine jusqu'à ce que le groupe se reconstruise. Cependant, une solution politique n'est pas ouvertement et directement réclamée par les parties au conflit, et est parfois rejetée d'emblée.

La stratégie du JNIM, qui consiste à jouer sur les tensions existantes, semble réussir. En effet, en agissant dans des lieux où de fortes fractures politiques et historiques existent déjà, il parvient à « *rouvrir ou élargir les blessures existantes* » (Entretien avec Yvan Guichaoua, mai 2019, téléphone). La réaction excessive des forces de sécurité joue également un rôle important dans l'élargissement de ces blessures, et de nouveaux conflits éclatent, en particulier dans le centre du Mali. Le 23 mars 2019, une milice Dogon a tué 160 hommes, femmes et enfants dans le village d'Ogossagou, au centre du Mali. Cette attaque a été la plus meurtrière du pays en six ans. Alors que l'armée française intervient depuis 2012 contre les djihadistes du nord, ce massacre montre une fois de plus la dure réalité complexe du Mali, mais aussi l'impasse politique et militaire dans laquelle se trouve le pays. Ces victimes étaient des Peuls. Elles appartenaient donc à une communauté qui est une cible privilégiée de recrutement par les djihadistes, en particulier par le groupe d'Amadou Kouffa au sein du JNIM. Pour faire face à certains individus de la communauté peul qui ont rejoint la Katiba Macina, les paysans dogons se sont organisés en milices et constituent aujourd'hui une autre menace pour la stabilité du pays.

Cette crise révèle une fois de plus le problème de l'absence de l'Etat malien dans certaines régions du pays, mais montre également que la réponse purement militaire à la menace djihadiste ne permet plus de répondre à ces défis nombreux et divers. La complexité de la menace salafi-djihadiste, les affrontements intercommunautaires et, plus largement, la crise politico-humanitaire du pays rendent très difficile pour les experts de repenser l'ensemble des approches de consolidation de la paix qui prévalent, ce qui semble pourtant nécessaire. Cette étude de cas a montré que parfois, dans des contextes et à des moments

spécifiques, l'option de s'engager dans un dialogue avec les "GASD locaux" devrait être considérée comme une option de résolution politique des conflits et de consolidation de la paix. Jusqu'à présent, le cas d'Ansar Dine n'a pas offert beaucoup d'espace pour la transformation pacifique des conflits, si ce n'est quelques occasions manquées d'engagement politique (Bouhlel 2020). Toutefois, l'analyse approfondie de son organisation, de son idéologie et de son comportement montre qu'il existe des tournants stratégiques et que les décisions sont souvent prises par des individus ou des groupes qui agissent par motivation politique, désireux de "rationaliser" leur lutte et leurs choix tactiques, et qui pourraient être réceptifs à l'engagement de tiers en vue d'une désescalade du conflit.

7. Références

- Abu Al-Ma 'ali, Mohammed Mahmoud** 2014. *Al-Qaeda and Its Allies in Azawad: Genesis and the Secrets of Expansion*. Doha. Disponible à l'adresse : <http://studies.aljazeera.net>.
- ACLED Data** 2019. "ACLED Data for Mali - All Events from 2012-01-01 to 2019-02-28." Armed Conflict Location & Event Data Project. Disponible à l'adresse : <https://www.acleddata.com/data/>.
- AFP** 2013. "Le groupe Islamiste d'Ansar Dine Renie l'accord Signé à Alger | L'actu En Algérie et Ailleurs." *Le Matin d'Algerie*, 4 janvier 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.lematindz.net/news/10705-le-groupe-ansar-dine-revient-sur-les-accords-dalger.html>.
- Altuna Galán, Sergio** 2018. "Jamā'at Nuṣrat Al-Islām Wa-l-Muslimīn: A Propaganda Analysis of Al-Qaeda's Project for the Sahel." Madrid. Disponible à l'adresse : http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_en/contenido?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/elcano_in/zonas_in/international+terrorism/ari70-2018-altunagalan-jnim-propaganda-analysis-al-qaeda-project-sahel.
- Aly Diallo, Ousmane** 2017. "Ethnic Clashes, Jihad, and Insecurity in Central Mali." *Peace Review* 29 (3): 299–306. Disponible à l'adresse : <http://www.tandfonline.com/action/journalInformation?journalCode=cper20>.
- AMDH & FIDH** 2018. "Dans Le Centre Du Mali, Les Populations Prises Au Piège Du Terrorisme et Du Contre-Terrorisme." Disponible à l'adresse : https://www.fidh.org/IMG/pdf/fidh_centre_du_mali_les_populations_prises_au_pie_ge_du_terrorisme_et_contre_terrorisme.pdf.
- Andrew Lebovich** 2013a. "The Local Face of Jihadism in Northern Mali." *CTC Sentinel* 6 (6): 4–10. Available at: <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2013/06/CTCSentinel-Vol6Iss64.pdf>.
- Bencherif, Adib** 2018. "From the 'Tuareg Question' to Memories of Conflict: In Support of Mali's Reconciliation." *Centre FrancoPaix En Résolution Des Conflits et Missions de Paix*. Disponible à l'adresse : https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/3/2018/03/2018_03_Rapport-Adib-Bencherif_EN_CFP.pdf.
- Bensimon, Cyril** 2018. "Mali : La Mort d'Amadou Koufa, Un Coup Dur Pour Les Djihadistes Au Sahel." *Le Monde*, 3 décembre 2018. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/03/mali-la-mort-d-amadou-koufa-un-coup-dur-pour-les-djihadistes-au-sahel_5392124_3212.html.
- 2019. "Au Mali, La Contestation a Pris Le Visage de l'islam Politique." *Le Monde*, 9 avril 2019. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/09/au-mali-la-contestation-a-pris-le-visage-de-l-islam-politique_5448004_3212.html.
- Bouhleb, Ferdaous** 2020. "(Ne pas) dialoguer avec les djihadistes au Mali : entre contradictions normatives, "manquements" et nécessité heuristique". Berlin: Berghof Foundation.
- Boutellis, Arthur** 2015. "Armed Groups in Mali and Implications for the UN Stabilization Mission." In *Understanding a New Generation of Armed Groups*, United Nat, 59–72. Turin: United Nations System Staff College. Disponible à l'adresse : <https://www.eisf.eu/wp-content/uploads/2015/06/2023-UNSSC-2015-Understandinganewgenerationofnon-statearmedgroups.pdf>.
- Boutellis, Arthur & Marie-Joëlle Zahar** 2017. "A Process in Search of Peace: Lessons from the Inter-Malian Agreement." *International Peace Institute*, 1–52. Disponible à l'adresse : <https://www.ipinst.org/wp-content/uploads/2017/06/IPI-Rpt-Inter-Malian-AgreementFinalRev.pdf>.
- Bureau du Procureur de la Cour Pénale Internationale** 2018. "AFFAIRE LE PROCUREUR c. AL HASSAN AG ABDOUL AZIZ AG MOHAMED AG MAHMOUD." The Hague.
- Cam, Morgane Le** 2019. "Au Mali, Avec Les Rescapés Du Massacre d'Ogossagou." *Le Monde*, 8 avril 2019. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/04/08/au-mali-avec-les-rescapes-du-massacre-d-ogossagou_5447557_3212.html.
- Castelli, Laurent de** 2014. "Mali: From Sanctuary to Islamic State." *The RUSI Journal* 159 (3): 62–68. Disponible à l'adresse :

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/03071847.2014.928016?needAccess=true>.

- Champeaux, Nicolas** 2013. "Exclusivité RFI: Quand Le Numéro Un d'Aqmi Prenait La Plume Pour Fixer Un Cap Au Mali." *RFI*, 25 février 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.rfi.fr/afrique/20130224-mali-tete-chef-aqmi-abdel-malek-droukdel-exclusivite-rfi-feuille-route-document-tombouctou>.
- CICR** 2018. "Decentralized Non-State Armed Groups." In: *The Roots of Restraint in War*, edited by International Committee of the Red Cross (based on research by Yvan Guichaoua and Ferdaous Bouhlel), 45–52. Geneva: International Committee of the Red Cross (Comité International de la Croix Rouge).
- Collectif de chercheurs** 2018. "« La France Doit Rompre Avec La Rhétorique Martiale Qui Prévaut Au Sahel »." *Le Monde Afrique*, 21 février 2018. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/21/la-france-doit-rompre-avec-la-rhetorique-martiale-qui-prevaut-au-sahel_5260475_3212.html.
- Conférence d'Entente Nationale** 2017. "Actes de La Conférence d'entente Nationale 27 Mars - 02 Avril 2017." Bamako. Disponible à l'adresse : <https://sahelresearch.africa.ufl.edu/files/RAPPORT-Conférence-d27Entente-Nationale.pdf>.
- Counter-Extremism Project** n.d. "Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM)." Disponible à l'adresse : <https://www.counterextremism.com/threat/al-qaeda-islamic-maghreb-aqim>.
- Counter Extremism Project** 2018. "Mali: Extremism & Counter-Extremism." Disponible à l'adresse : https://www.counterextremism.com/sites/default/files/country_pdf/ML-12182018.pdf.
- Diallo, Aissatou** 2018. "Accord Entre Peuls et Dogons Au Mali : « Tout Le Monde Ne Veut Pas La Paix » – JeuneAfrique.Com." *Jeune Afrique*. Disponible à l'adresse : <https://www.jeuneafrique.com/625732/politique/accord-entre-peuls-et-dogons-au-mali-tout-le-monde-ne-veut-pas-la-paix/>.
- Diallo, Aissatou & Benjamin Roger** 2020. "Mali : que faut-il attendre du dialogue avec les jihadistes Iyad Ag Ghaly et Amadou Koufa ?". *Jeune Afrique*. Disponible à l'adresse : <https://www.jeuneafrique.com/894887/politique/mali-que-faut-il-attendre-du-dialogue-avec-les-jihadistes-iyad-ag-ghaly-et-amadou-koufa/>
- Dowd, Caitriona & Clionadh Raleigh** 2013. "The Royal African Society BRIEFING: THE MYTH OF GLOBAL ISLAMIC TERRORISM AND LOCAL CONFLICT IN MALI." *Source: African Affairs*. Vol. 112. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/43817338>.
- Drevon, Jerome** 2016. "Embracing salafi Jihadism in Egypt and Mobilizing in the Syrian Jihad." *Middle East Critique* 25 (4): 321–39. Disponible à l'adresse : <http://dx.doi.org/10.1080/19436149.2016.1206272>.
- Flood, Derek Henry** 2012. "Between Islamization and Secession: The Contest for Northern Mali." *CTC Sentinel* 5 (7): 1–6. Disponible à l'adresse : <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2012/07/CTCSentinel-Vol5Iss7.pdf>.
- Follorou, Jacques** 2014. "Jihadists Return to Northern Mali a Year after French Intervention." *The Guardian*, 11 mars 2014. Disponible à l'adresse : <https://www.theguardian.com/world/2014/mar/11/mali-jihadists-return-after-france-mission>.
- Fourt, Olivier** 2019. "Mali: Amadou Koufa Réapparaît Dans Une Vidéo de Propagande - RFI." *RFI*. Disponible à l'adresse : <http://www.rfi.fr/afrique/20190301-mali-amadou-koufa-video-propagande-macina-parly>.
- Göldner-Ebenthal, Karin & Ahmed Elsayed** 2019. "salafi jihadi armed groups and conflict (de-)escalation. The case of Ahrar al-Sham in Syria". Berlin: Berghof Foundation.
- Grossman, Laura** 2014. "Ansar Dine Leader Resurfaces, Urges Expulsion of France from Mali." *FDD's Long War Journal*. Disponible à l'adresse : https://www.longwarjournal.org/archives/2014/08/iyad_ag_ghaly_re-eme.php.
- Guichaoua, Yvan** 2018. "Tweet - 24/11/2018." Twitter (@YGuichaoua). Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/YGuichaoua/status/1066246079946076160>
- 2019. "Comment Le Djihad armé Se Diffuse Au Sahel." *The Conversation*, February 24, 2019.

Disponible à l'adresse : <https://theconversation.com/comment-le-djihad-arme-se-diffuse-au-sahel-112244>.

Guichaoua, Yvan & Mathieu Pellerin 2017. "Faire La Paix et Construire l'Etat: Les Relations Entre Pouvoir Central et Périphéries Sahéliennes Au Niger et Au Mali." Paris.

Guidère, Mathieu 2014. "The Timbuktu Letters : New Insights about AQIM." *Res Militaris*, 1–25. Disponible à l'adresse : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01081769/document>.

—2017. *La Guerre Des Islamismes*. Paris: Gallimard. Disponible à l'adresse : <http://www.gallimard.fr/Catalogue/GALLIMARD/Folio/Folio-actuel/La-guerre-des-islamismes>.

Haysom, Simone 2014. "Security and Humanitarian Crisis in Mali. The Role of Regional Organisations." *Humanitarian Policy Group*, 1–23. Available at: <http://www.odi.org/hpg>.

Hobsbawm, Eric 1959. *Primitive Rebels: Studies in Archaic Forms of Social Movement in the 19th and 20th Centuries*. WW Norton. Disponible à l'adresse : <https://ourrebellion.files.wordpress.com/2012/07/eric-hobsbawm-primitive-rebels.pdf>.

International Crisis Group 2013. "Mali: Security, Dialogue and Meaningful Reform." Dakar/Brussels. Disponible à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/mali-security-dialogue-and-meaningful-reform.pdf>.

—2017. "Finding the Right Role for the G5 Sahel Joint Force." Dakar/Brussels. Disponible à l'adresse : <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/258-finding-the-right-role-for-the-g5-sahel-joint-force.pdf>.

—2019. "Speaking with the "Bad Guys" Toward Dialogue with Central Mali's Jihadists." 276. Africa Report. Dakar/Brussels. Disponible à l'adresse : <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/mali/276-speaking-bad-guys-toward-dialogue-central-malis-jihadists>.

Jeune Afrique 2015. "Mali : Tout Le Monde Blanchi, Sauf Iyad Ag Ghali." *Jeune Afrique*, June 23, 2015. Disponible à l'adresse : <https://www.jeuneafrique.com/mag/238167/politique/mali-tout-le-monde-blanchi-sauf-iyad-ag-ghali/>.

Joscelyn, Thomas 2017. "Analysis: Al Qaeda Groups Reorganize in West Africa | FDD's Long War Journal." Long War Journal. Disponible à l'adresse : <https://www.longwarjournal.org/archives/2017/03/analysis-al-qaeda-groups-reorganize-in-west-africa.php>.

Kisangani, Emizet F. 2012. "The Tuaregs' Rebellions in Mali and Niger and the U.S. Global War on Terror." *International Journal on World Peace* 29 (1): 59–97. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/23266590>.

Koepf, Tobias 2013. "France and the Fight against Terrorism in the Sahel. The History of a Difficult Leadership Role Sub-Saharan Africa Program." *Note de l'Ifri*, 34. Disponible à l'adresse : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/notedelifriafriquetkoepf.pdf>.

Lebovich, Andrew 2013. "The Local Face of Jihadism in Northern Mali." *CTC Sentinel* 6 (6): 4–10. Disponible à l'adresse : <https://ctc.usma.edu/app/uploads/2013/06/CTCSentinel-Vol6Iss64.pdf>.

—2018. "The Death of a Jihadist: A Chance to Curb Mali's Conflict | European Council on Foreign Relations." ECFR. Disponible à l'adresse : https://www.ecfr.eu/article/commentary_the_death_of_a_jihadist_a_chance_to_curb_malis_conflict.

Lloyd-George, William 2012. "The Man Who Brought the Black Flag to Timbuktu." Foreign Policy. Disponible à l'adresse : <http://foreignpolicy.com/2012/10/22/the-man-who-brought-the-black-flag-to-timbuktu/>.

Lounnas, Djallil 2018. "Future Notes - The Transmutation of Jihadi Organizations in the Sahel and the Regional Security Architecture."

Lyammouri, Rida 2018. "Mali – Iyad Ag Ghali: Summary of Video Recording Released by JNIM Leader Two Days before Presidential Elections." Maghreb and Sahel Blog. Disponible à l'adresse : https://maghrebandsahel.wordpress.com/2018/07/28/mali-iyad-ag-ghali-summary-of-video-recording-released-by-jnim-leader-two-days-before-presidential-elections/amp/?__twitter_impression=true.

- Maher, Shiraz** 2016. *salafi-Jihadism: The History of an Idea*. Oxford: Oxford University Press.
- Maiangwa, Benjamin** 2014. "Jihadism in West Africa: Adopting a Three- Dimensional Approach to Counterterrorism." *Journal of Peacebuilding & Development* 9 (3): 17–32. Disponible à l'adresse : <http://www.tandfonline.com/action/journalInformation?journalCode=rjpd20>.
- Maïga, Ibrahim** 2016. "Armed Groups in Mali: Beyond the Labels." Dakar. Disponible à l'adresse : <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/WestAfricaReport17.pdf>.
- Maïga, Ibrahim & William Assanvo** 2017. "Mali's Jihadist Merger: Desperate or Dangerous? - ISS Africa." ISS Africa. Disponible à l'adresse : <https://issafrica.org/iss-today/malis-jihadist-merger-desperate-or-dangerous>.
- Mari, Jean-Paul** 2013. "MALI. Qui Sont Les Islamistes Touaregs d'Ansar Dine ?" *L'OBS*, 15 janvier 2013. Disponible à l'adresse : <https://www.nouvelobs.com/monde/guerre-au-mali/20130115.OBS5392/mali-qui-sont-les-islamistes-touaregs-d-ansar-dine.html>.
- Maryland Coordination and Analysis Center** 2015. "Malian Al Qaeda Leader Threatens France in Audio Statement." *Terrorism News*. Disponible à l'adresse : <http://www.mcac.maryland.gov/newsroom/TerrorismNews/20151103-malian-al-qaeda-leader-threatens-france-in-audio-statement-long-war-journal>.
- Matesan, Ioana Emilia** 2016. "The Dynamics of Violent Escalation and De-Escalation: Explaining Change in Islamist Strategies in Egypt and Indonesia." *Dissertations*. Syracuse University. Disponible à l'adresse : <http://search.proquest.com/docview/1562013783?accountid=13771>.
- McGregor, Andrew** 2012. "Bringing Militant salafism to the Tuareg: A Profile of Veteran Rebel Iyad Ag Ghali." *Aberfoyle International Security*. Disponible à l'adresse : <https://www.aberfoylesecurity.com/?p=492>.
- Mémier, Marc** 2017. "AQMI et Al-Mourabitoun, Le Djihad Sahélien Réunifié ?" *Etudes de l'Ifri - Programme Afrique*. Disponible à l'adresse : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/aqmi_et_al-mourabitoun_-_le_djihad_sahelien_reunifie__0.pdf.
- MENASTREAM** 2019. "Twitter Account." *Twitter*. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/menastream>.
- Nasr, Wassim** 2019. "Tweet - 28/02/2019." *Twitter (@SimNasr)*. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/SimNasr/status/1101132912856977413>.
- Nsaibia, Héni & Caleb Weiss** 2018. "Ansaroul Islam and the Growing Terrorist Insurgency in Burkina Faso." *CTC Sentinel* 11 (3): 21–26. Disponible à l'adresse : www.ctc.usma.edu/sentinel/.
- Nyirabikali, Gaudence** 2015. "Mali Peace Accord: Actors, Issues and Their Representation." SIPRI. Disponible à l'adresse : <https://www.sipri.org/node/385>.
- Østebø, Terje** 2013. "Le Militantisme Islamique En Afrique." 23. *Bulletin de La Sécurité Africaine*. Washington D.C. Disponible à l'adresse : https://www.files.ethz.ch/isn/155287/AfricaBrief_23_French.pdf.
- Pellerin, Mathieu** 2017. "Les Trajectoires de Radicalisation Religieuse Au Sahel." *Notes de l'Ifri*, 32p. Disponible à l'adresse : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/pellerin_radicalisation_religieuse_sahel_2017.pdf.
- Raleigh, Clionadh & Caitrona Dowd** 2015. "Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) Codebook 2015." Disponible à l'adresse : https://www.acleddata.com/wp-content/uploads/2015/01/ACLED_Codebook_2015.pdf.
- RFI** 2013. "Ansar Dine Durcit Sa Position et Réclame l'autonomie Du Nord Du Mali." *RFI Afrique*, 5 janvier 2013. Disponible à l'adresse : <http://www.rfi.fr/afrique/20130104-ansar-dine-durcit-sa-position-reclame-autonomie-nord-mali>.
- 2015. "Mali: Iyad Ag Ghali Rejette l'accord de Paix d'Alger." *RFI*. Disponible à l'adresse : <http://www.rfi.fr/afrique/20151117-mali-iyad-ag-ghali-rejette-accord-paix-alger-coordination-mouvement-azawad-touareg>.
- Roggio, Bill** 2013. "Al Qaeda in Mali Sought to Hide Foreign Designs." *FDD's Long War Journal*.

- Disponible à l'adresse : www.longwarjournal.org/archives/2013/02/al_qaeda_in_mali_sou.php.
- Roux, Pauline Le** 2019. "The Complex and Growing Threat of Militant Islamist Groups in the Sahel – Africa Center for Strategic Studies." Disponible à l'adresse : <https://africacenter.org/spotlight/the-complex-and-growing-threat-of-militant-islamist-groups-in-the-sahel/>.
- Secretary-General of the United Nations** 2018. "Report of the Secretary-General on the Situation in Mali-S/2018/273." Disponible à l'adresse : https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/report_of_the_secretary-general_on_the_situation_in_mali_-_29_march_.pdf.
- Siegel, Pascale C.** 2013. "AQIM's Playbook in Mali." *CTC Sentinel* 6 (3): 9–12. Disponible à l'adresse : <https://ctc.usma.edu/aqims-playbook-in-mali/>.
- Soifer, Hillel David** 2012. "The Causal Logic of Critical Junctures." *Comparative Political Studies* 45 (12): 1572–97. Disponible à l'adresse : <http://cps.sagepub.com/>.
- Solomon, Hussein** 2015. "Ansar Dine in Mali: Between Tuareg Nationalism and Islamism." In *Terrorism and Conter-Terrorism in Africa. Fighting Insurgency from Al Shabaab, Ansar Dine and Boko Haram*, Palgrave M, 67–84. London/New York: Palgrave Macmillan. Disponible à l'adresse : <http://link.springer.com/10.1057/9781137489890>.
- Stanford University** 2016. "Ansar Dine." Mapping Militant Organizations. Disponible à l'adresse : <http://web.stanford.edu/group/mappingmilitants/cgi-bin/groups/view/437#note16>.
- Sy, Ousmane Ambroise Dakouo & Kadari Traore** 2018. "Etude de Cas La Conférence d'Entente Nationale: Mise En Oeuvre et Leçons Apprises Pour Le Dialogue National Au Mali." *Berghof Foundation*, 1–42. Disponible à l'adresse : www.berghof-foundation.org/fileadmin/redaktion/Publications/Other_Resources/NationalDialogue/NDH_Mali_I_I_fr.pdf.
- The Observers** 2012. "Mali Peace Talks: Tuareg and Islamist Leaders 'Chatted, Cracked Jokes.'" *France 24*. Disponible à l'adresse : <http://observers.france24.com/en/20121205-ansar-dine-mnla-tuareg-mali-negotiations>.
- Thurston, Alex** 2018a. "Notes on the New JNIM/AQIM Video." *Sahel Blog*. Disponible à l'adresse : <https://sahelblog.wordpress.com/2018/10/03/notes-on-the-new-jnim-aqim-video/>.
- 2018b. "Political Settlements with Jihadists in Algeria and the Sahel." Paris. Disponible à l'adresse : www.oecd-ilibrary.org/docserver/0780622a-en.pdf?expires=1553773419&id=id&accname=guest&checksum=1A040E0B1ED71EC34877300DDF2001F9.
- 2018c. "Mali: An AQIM/JNIM Assassination in Timbuktu and Its Aftermath." *Sahel Blog*. Disponible à l'adresse : <https://sahelblog.wordpress.com/2018/09/24/mali-an-aqim-jnim-assassination-in-timbuktu-and-its-aftermath/>.
- 2019. "Timbuktu: A Laboratory for Jihadists Experimenting with Politics." *War on the Rocks*. Disponible à l'adresse : <https://warontherocks.com/2019/01/timbuktu-a-laboratory-for-jihadists-experimenting-with-politics/>.
- Thurston, Alex & Andrew Lebovich** 2013. "Institute for the Study of Islamic Thought in Africa (ISITA) Working Paper Series A Handbook on Mali's 2012-2013 Crisis." Disponible à l'adresse : <https://buffett.northwestern.edu/documents/working-papers/ISITA-13-001-Thurston-Lebovich.pdf>.
- Tobie, Aurelien** 2017. "Central Mali: Violence, Local Perspectives and Diverging Narratives." *SIPRI Insights on Peace and Security* 2017 (5). Disponible à l'adresse : www.crisisgroup.org/africa/west-africa/mali/central-mali-uprising-making.
- 2018. "Tweet - 09/11/2018." Twitter (@aurelientobie). Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/aurelientobie/status/1060951260717875201>
- Touchard, Laurent Baba Ahmed & Chérif Ouazani** 2012. "Mali : Iyad Ag Ghali, Rebelle Dans l'âme." *Jeune Afrique*. Disponible à l'adresse : www.jeuneafrique.com/139884/politique/mali-iyad-ag-ghali-rebelle-dans-l-me/.
- UCDP** 2019. "Uppsala Conflict Data Program - Mali." UCDP. Available at:

<https://ucdp.uu.se/#country/432>.

UN Security Council 2013. *Security Council Resolution 2100 (2013) [on Establishment of the UN Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA)]*. New York: UN Security Council. Disponible à l'adresse : www.refworld.org/docid/519dffbe4.html.

Zahar, Marie-Joëlle & J. Arthur Boutellis 2019. "The Challenges of Mediation in Gray Zones: The Case of Mali." In *Research Handbook on Mediating International Crises*, edited by Jonathan Wilkenfeld, Kyle Beardsley, and David Quinn, 265–79. Cheltenham: Edward Elgar Publishing.

Zenn, Jacob 2015. "The Sahel's Militant 'Melting Pot': Hamadou Kouffa's Macina Liberation Front (FLM) - Jamestown." *Terrorism Monitor* - The Jamestown Foundation. Disponible à l'adresse : <https://jamestown.org/program/the-sahels-militant-melting-pot-hamadou-kouffas-macina-liberation-front-flm/>.

Liste des entretiens:

Entretien avec Dougoukoulo Alpha Oumar Ba-Konaré, Avril 2019, Paris.

Entretien avec Said Ben Bella, représentant du MNLA en Mauritanie, Mars 2018, Nouakchott.

Entretien avec Ferdaous Bouhlel, Juin 2019, Email.

Entretien avec Yvan Guichaoua, Janvier 2018, Berlin.

Entretien avec Yvan Guichaoua, Janvier 2019, Berlin.

Entretien avec Yvan Guichaoua, Mai 2019, Téléphone.

Entretien avec Mathieu Guidère, Avril 2019, Paris.

Annexe 2 : Portrait d'Iyad Ag Ghaly, fondateur d'Ansar Dine et dirigeant du JNIM

Iyad Ag Ghaly est un leader touareg du nord du Mali. Il est actuellement le combattant le plus recherché par les autorités françaises mais est aussi l'une des figures les plus respectées de la région. Sa personnalité est ambivalente et ambiguë. Ces deux caractéristiques peuvent également expliquer pourquoi de nombreux acteurs le considèrent comme l'un des principaux acteurs du conflit mais aussi de sa résolution.

Formé militairement en Libye, Iyad Ag Ghaly a été envoyé par Kadhafi pour combattre au Sud du Liban (1982-1984) contre Israël. Entre 1988 et 1989, il a combattu aux côtés de l'armée libyenne contre le Tchad. Jean-Paul Mari, un journaliste français, le décrit ainsi : « Il a survécu à un bombardement de F-16, échappé cent fois à la mort, connaît tout du désert, sait se battre et vaincre. Iyad Ag Ghali est le leader charismatique, notable et chef de guerre, une icône, une légende, celui devant qui tous les Touaregs, même les plus bouillants, s'inclinent. » (Mari 2013). À la fin des années 1980, il a quitté les combats à l'étranger pour revenir au Mali. En 1990, il a joué un rôle important dans la rébellion touarègue contre les autorités centrales maliennes, a pris le contrôle de la ville de Menaka et a signé l'accord de Tamanrasset, qui promettait plus d'autonomie au territoire touareg. Un processus similaire a eu lieu en 2006, mais les deux initiatives n'ont jamais été formalisées en une réelle mise en œuvre de l'autonomie touareg. Cependant, Ag Ghaly a travaillé avec l'armée malienne et a participé à une action répressive contre les groupes dissidents qui ont rejeté l'accord de paix. Cette action a invoqué de graves conflits tribaux et ethniques dans la région. Le Mali aurait offert à Ag Ghaly le rang de général dans l'armée malienne et le poste de gouverneur de Kidal (Abu Al-Ma 'ali 2014). Plus tard, au début des années 2000, il a également joué un rôle important d'intermédiaire dans la négociation et la médiation de la libération d'otages étrangers dans toute la région. Par exemple, en 2002, il a servi de médiateur pour la libération de 32 touristes enlevés à Djanet, en Algérie. En 2007, des rumeurs ont circulé selon lesquelles Ag Ghaly, le leader nominal de l'Alliance pour la démocratie et le changement (la branche/parti politique de la rébellion), avait des liens avec AQMI. Il a demandé à quitter le Mali et le gouvernement l'a envoyé comme agent consulaire à l'ambassade du Mali en Arabie Saoudite. Riyad l'a accusé de cultiver des contacts avec des groupes extrémistes et, en 2008, il est revenu au Mali (Lloyd-George 2012). L'influence de ses contacts en Arabie Saoudite et son engagement auprès d'*al-Tabligh wal Da'wa* (une organisation missionnaire indienne active en Afrique occidentale, et notamment au Mali, pour promouvoir le retour à l'Islam sunnite primaire) depuis les années 1990 (Østebø 2013) auraient induit une transformation personnelle en une personne religieuse et pieuse, surtout après 2008 (Thurston & Lebovich 2013). Lorsque le MNLA a lancé sa rébellion contre les autorités maliennes après la révolution libyenne, Ag Ghaly aurait créé le rival Ansar Dine après s'être vu refuser la direction du MNLA (Thurston & Lebovich 2013 ; Abu Al-Ma 'ali 2014 ; Maïga 2016). Son engagement sur la voie de l'islam conservateur et salafiste dans les années 2000 est inexplicable pour de nombreux Touaregs (Bencherif 2018), mais semble résulter d'une combinaison d'une rivalité de pouvoirs stratégiques et d'un virage normatif vers le piétisme religieux.